

ROUGE

Une interview
exclusive
de Jean-Marie Tjibaou
(page 17)



LE NUCLEAIRE, ON EN CREVE, ILS EN PROFITENT

Ecole
***L'année de tous
les dangers***

(pages 19, 20, 21)

L'Etat français a déjà fait le choix du tout-nucléaire... Au moment où Tchernobyl remet celui-ci en question, il veut nous imposer silence.

□ Qu'est-ce qui peut bien expliquer ce silence pesant de l'Etat français concernant tout ce qui touche au nucléaire ? On ne vous parle même pas des nuages venus des pays voisins. Les dirigeants du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) « auraient le goût du secret » selon la presse. Ils formeraient en quelque sorte une caste de conspirateurs sortis des grandes écoles, Polytechnique, les Mines, etc., maîtres du nucléaire.

Le génie nucléaire ?

Les raisons du silence d'Etat organisé sont en fait plus profondes. Les racines du lobby nucléaire plongent au cœur de la V^e République, de son personnel, de ses institutions. C'est elle qui a multiplié dans ce pays les centrales nucléaires comme des petits pains. Gouvernement de droite ou gouvernement de gauche, la critique doit se taire devant cette raison d'Etat. Souvenez-vous de Greenpeace.

Selon la légende officielle, c'est un trait de génie industriel qui aurait placé notre pays à l'avant-garde des pays développés, à l'avant-garde du nucléaire civil... et militaire. Etonnante légende, tout de même ! Pourquoi, dans ce cas, le « génie industriel » ne nous aurait-il pas placé également en pointe, de l'automobile aux nouvelles technologies ?

La réalité du génie nucléaire français est beaucoup plus triviale, terre à terre. Le groupe Empain-Schneider, groupe industriel clé de la construction des centrales, est un partenaire traditionnel de l'Etat français, du nucléaire aux transports (TGV), au matériel électrique (transformateurs). Comment se décident donc de tels choix industriels, de telles alliances ?

« Tout ceci a lieu en 1974, dans les dernières semaines de la magistrature de Pompidou », explique le baron Empain dans un livre récemment paru, *la Vie en jeu*. « Le secteur nucléaire en effet m'intéresse et me plaît. J'ai senti venir comme certains autres

le grand développement de ce secteur énergétique. »

Son groupe achète, par OPA, la part de capital nécessaire au contrôle de Framatome (Creusot-Loire) au début des années soixante-dix. Il en partagera la direction jusqu'en 1984 avec Sacilor-De Wendel. « Pour nous, poursuit le baron Empain, Framatome constitue une bonne cellule de départ, pratiquant la filière graphite-gaz selon un procédé breveté du CEA qui n'appartient pas véritablement concurrentiel face au procédé américain Westinghouse. (...) Nous devons donc choisir alors entre la découverte d'un autre procédé ou l'achat d'un brevet américain. »

Le brevet US

« Jeumont-Schneider [société de matériel électrique, filiale du groupe Empain, qui fabrique notamment les locomotives de la SNCF, avec Alstom, NDLR] possède déjà une licence Westinghouse pour un certain type de matériel électrique. Il nous semble cohérent d'étendre cette li-

cence au secteur nucléaire. C'est le début d'une longue négociation. Négociation assez rude (...). Bien entendu, nos interlocuteurs sont très intéressés, n'ignorant pas la décision du gouvernement Messmer d'entreprendre la construction d'un grand nombre de centrales nucléaires en France à la suite de la première crise de l'énergie. »

Le baron Empain résume ainsi en quelques phrases les acteurs impliqués dans le choix et le développement du nucléaire français : Westinghouse, groupe américain auquel Empain Schneider est traditionnellement lié, qui apporte sa licence, la filière PWR (centrale à eau pressurisée) plus moderne que le brevet du CEA ; le personnel politique de la V^e République de Pompidou à Messmer en passant par Giscard ou Debré... qui sont liés familialement l'un aux Schneider l'autre au De Wendel. Ajoutez Alstom, filiale de la Compagnie générale d'électricité (CGE), fournisseur attiré avec le groupe Empain de l'Etat fran-

çais de la SNCF à l'EDF, et vous dessinez le paysage traditionnel de la bourgeoisie industrielle dans ce pays, liée à l'industrie américaine et qui s'engraisse aux frais des commandes publiques. Le nucléaire français est à ce prix.

Dix ans d'affaires

Marché conclu. Ce seront dix ans d'affaires pour le baron. En guise de consolation, le concurrent direct du groupe Empain, Alstom Atlantique (CGE), se verra attribuer la réalisation du matériel classique des centrales : turbo-alternateurs, condenseurs... Le programme de construction des centrales se réduisant ces dernières années de six tranches annuelles à une seule, Empain Schneider liquide Creusot-Loire, et Alstom récupère la part de capital qui l'intéresse : Framatome.

De son côté, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), dont le baron Empain jugeait le procédé filière graphite-gaz peu

On en crève, ils en profitent



Radiations sans frontières

La Sarre, en RFA, c'est à la frontière française. Et pourtant, il faut une sacrée dose d'obstination au ministre socialiste de l'Environnement, Jo Leinen, pour faire comprendre en France l'absurdité du tout-nucléaire.

► concurrentiel au début des années soixante-dix, a eu pendant ce temps largement de quoi se consoler et se racheter. Il est devenu responsable de la filière des surgénérateurs tel celui de Creys-Maleville (Novatome). Le CEA se porte très bien : dix-septième entreprise française, selon *l'Usine nouvelle* du 8 mai dernier, avec une progression de son chiffre d'affaires de 23 % sur 1984, battant même IBM France, souligne le journal patronal qui attribue cette santé florissante aux activités de sa filiale Cogema qui fournit le combustible pour les centrales (en lien avec Pechiney notamment) et « profite à plein de la croissance de l'activité retraitement de combustible nucléaire »...

Civil et nucléaire

Partis du nucléaire civil, le CEA nous ramène évidemment au militaire. La direction des applications militaires du CEA ne s'occupe de rien de moins que de la réalisation des charges nucléaires des systèmes d'armes en service (bombes des avions Mirage IV, missiles S3 installés en silos sur le plateau d'Albion, missiles M20 à bord des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins...).

En parallèle, la direction des applications militaires consacre une part très importante de ses activités aux études théoriques, technologiques et expérimentales orientées vers les charges nouvelles et notamment vers les futurs systèmes d'armes stratégiques et tactiques, bombe à neutron par exemple. Le budget de la direction militaire du CEA s'élevait en 1982 à 5,8 milliards. Quant à son goût du secret, est-il besoin de rappeler l'affaire Greenpeace ? Militaire ou civil, le nucléaire entraîne bien les mêmes mœurs.

Industriels, politiques, militaires, reste le personnel dirigeant de l'EDF, maître-d'œuvre et exploitant des centrales, pour dresser le tableau complet du lobby nucléaire à l'œuvre dans ce pays. Un lobby de poids et de longue durée... Rappelons en effet au passage que les deux groupes industriels Empain-Schneider et de la CGE figurent parmi les producteurs d'électricité nationalisés à la Libération, et copieusement indemnisés. La collaboration avec l'EDF, avec l'Etat n'a visiblement pas cessé depuis.

Les uns et les autres sont indissociablement liés, tous constituent en quelque sorte l'Etat du tout nucléaire. En ce domaine, comme dans les affaires, le secret, pour eux, va de soi, comme la construction des centrales. A nous de briser l'un pour empêcher l'autre.

Michel Morel

□ Avez-vous été surpris par le silence entretenu en France autour du nuage radioactif ?

Jo Leinen. — Oui, surpris, et je dois dire que cela nous a fait mal au cœur. Fin avril, début mai, en Sarre, nous avons des indications, des mesures précises. Mais à dix kilomètres, de l'autre côté de la frontière, il n'y avait rien. C'est une tout autre philosophie de la sécurité que la nôtre, en ce qui concerne le nucléaire.

□ A quoi est dû ce silence, selon vous ?

J. L. — Il y a beaucoup de centrales nucléaires chez vous. Cela explique pourquoi les autorités ne veulent pas trop informer. Je ne veux pas dire qu'elles suppriment l'information. Elles ne tiennent pas à publier les résultats de leurs études.

□ Le nuage était-il réellement dangereux ? Toutes les mesures prises en RFA se justifiaient-elles ?

J. L. — Cela dépend d'abord des valeurs et des limites que l'on se fixe. Prenons un exemple. En Al-

lemagne, pour le lait, il y a une limite, une valeur maximale autorisée de cinq cents becquerels par litre. En Sarre, nous avons pris des mesures plus strictes encore : nous avons limité à cent becquerels. En France, le lait est valable à deux mille becquerels par litre. Cela illus-

En Allemagne, 500 becquerels maximum par litre de lait. En France, 2 000 becquerels.

tre les différences de philosophie sur la sécurité et le nucléaire.

□ Vous avez fixé des limites très draconiennes...

J. L. — Parce que nous estimons que ces mesures très strictes, plus que des précautions, sont nécessaires.

□ Les partenaires européens, quant à eux, semblent avoir beaucoup de mal à trouver des

normes de sécurité communes, les négociations traînent presque autant que le nuage...

J. L. — Ce n'est pas une discussion entre experts. C'est une discussion tout à fait politique. Pour certains politiciens, la catastrophe de Tchernobyl permet avant tout de mettre l'embargo sur les importations en provenance de l'Est. Sinon, les normes devraient être identiques dans l'ensemble des pays de la Communauté, et sur tout le continent européen.

Je peux d'ailleurs préciser. A cause de nos valeurs beaucoup plus strictes en ce qui concerne le lait, nous avons contrôlé ici aussi bien les importations de lait frais de Lorraine que du Luxembourg. Nous ne regardons pas seulement les importations qui viennent de l'Est.

□ Quelles exigences, quelles revendications vous paraissent justifiées, de votre point de vue, à l'égard du parc nucléaire français ?

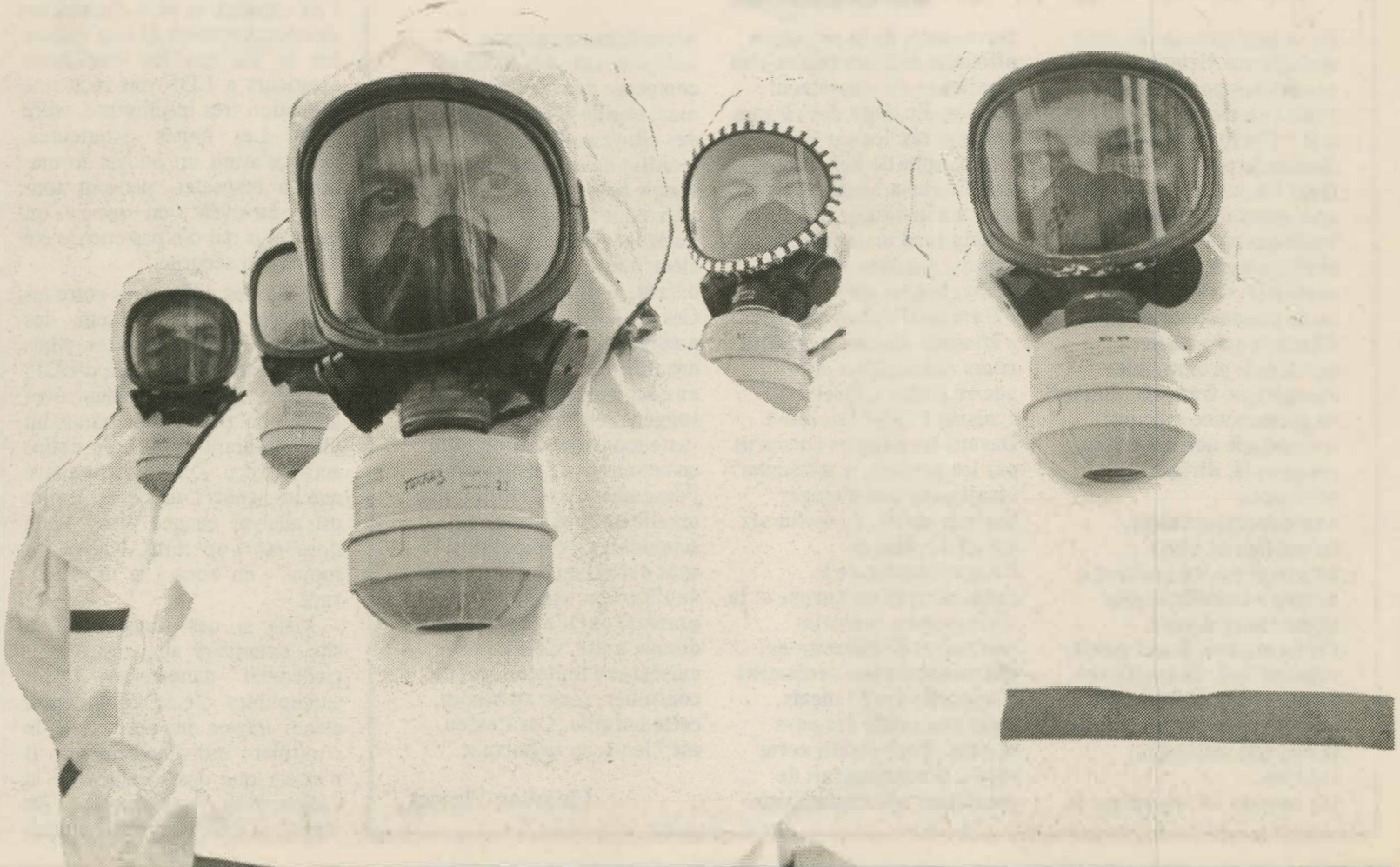
J. L. — Nous avons, sur ce point, un sacré problème, juste devant notre nez. A douze kilomètres de la

frontière franco-sarroise, l'EDF veut mettre en service, cet automne, la plus grande centrale nucléaire du monde, Catenom (quatre fois 1 300 mégawatts). Au cours de l'enquête publique, nous avons fait de nombreuses objections qui n'ont pas du tout été respectées par les autorités françaises. C'est pourquoi nous avons porté plainte devant le tribunal administratif de Strasbourg afin d'obtenir une stricte limitation des rejets radioactifs de cette centrale, selon le standard technique appliqué en RFA.

Aujourd'hui, monsieur le ministre-président, Oskar Lafontaine, a rédigé une lettre à l'intention du président Mitterrand. Il lui demande d'arrêter maintenant le projet de Catenom, au vu des conséquences que nous pouvons constater après la catastrophe de Tchernobyl.

□ Plus généralement, que pensez-vous de la politique de l'électricité « tout nucléaire » ?

J. L. — Chez nous, en Sarre, en Allemagne de plus en plus et, je l'espère, en France, la discussion politique va mettre en cause cette stratégie. Tchernobyl a prouvé qu'il



► n'y avait aucune raison de minimiser les risques que peuvent provoquer de telles centrales. C'est pourquoi, en Allemagne, nous demandons l'arrêt immédiat de tous les projets. Et la fermeture, au fur et à mesure, des centrales existantes et travaillant encore.

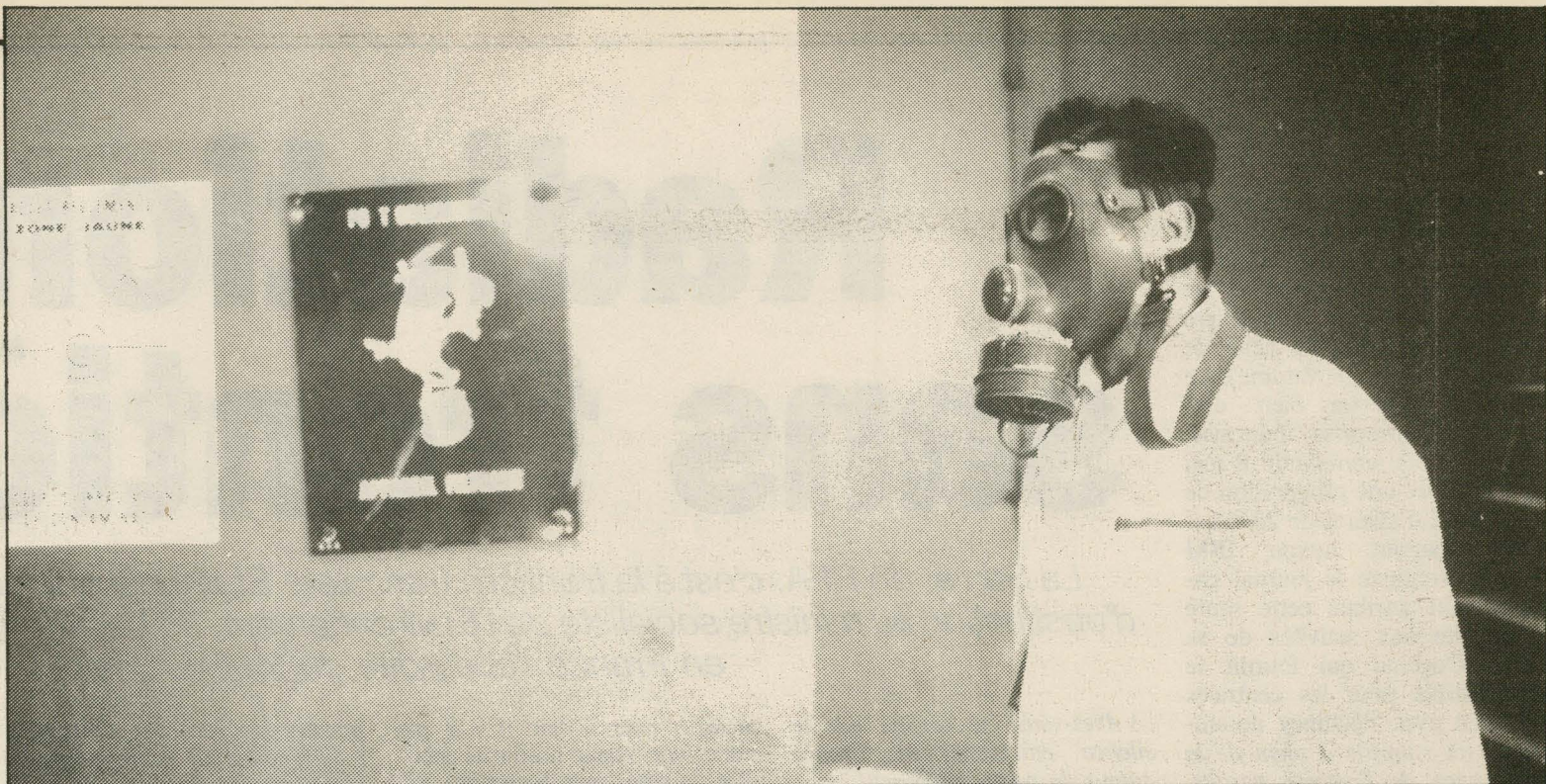
□ Comment expliquez-vous l'attitude de la gauche en France qui a accepté le tout-nucléaire au

A douze kilomètres de la frontière, Cattenom, la plus grosse centrale du monde.

gouvernement, après l'avoir remis en question avant d'y arriver ?

J. L. — Comment on dit en français, c'est une question de consensus national. La France mise sur le nucléaire, en premier lieu avec sa force de frappe. En même temps, elle élargit autant qu'elle le peut les centrales nucléaires dites civiles. L'idée du nucléaire militaire implique l'élargissement des centrales pour la production de courant. Et il n'existait pas, auparavant, de groupe qui mette en cause, en même temps, le nucléaire civil et militaire en France.

Propos recueillis par Michel Morel



Travailler en zone rouge

Claude, agent dans une centrale nucléaire, nous livre ici son témoignage. De quoi faire froid dans le dos.

□ La faiblesse des mesures de sécurité est alarmante aujourd'hui dans les centrales électro-nucléaires françaises. EDF a fait un tel effort pour banaliser le danger, tant auprès de la population qu'auprès des travailleurs des sites, que les problèmes de contamination radioactive prennent une importance très relative dans l'esprit des gens.

La radioactivité, ça ne se voit pas, ça ne se sent pas, ça ne s'entend pas. Les conséquences de faibles doses sur la santé ne sont pas immédiatement perceptibles. Si un ouvrier se fait arracher le bras par une machine, ça se voit. Dans le nucléaire, le danger est invisible, d'autant que la formation des travailleurs est insuffisante.

Je peux affirmer que la majo-

rité des gens qui travaillent dans une centrale ne savent pas vraiment ce qu'est la radioactivité et comment on s'en protège. Cette banalisation du danger entraîne un laxisme effrayant. Ainsi, il n'est pas rare que des opérations « en zone » soient entreprises en un temps plus long que nécessaire ou que des équipes interviennent sans vraiment se protéger.

Pendant un arrêt de tranche (moment où l'on décharge et recharge un tiers des barres d'uranium), beaucoup de travailleurs des entreprises sous-traitantes interviennent. C'est là que l'on constate le plus d'accidents de contamination. Il faut insister sur le fait que les travailleurs extérieurs à EDF ont reçu une formation très insuffisante, voire nulle. Les boîtes extérieures, bien qu'ayant un budget formation à respecter, peuvent toujours envoyer « en zone » un travailleur qui n'a pas encore été formé à la sécurité.

Il y a des différences entre les employés d'EDF et ceux des entreprises sous-traitantes. Mais il en existe aussi au sein d'EDF. En effet, chaque travailleur évoluant « en zone » doit porter un film mesurant le taux de radioactivité reçu. D'ailleurs, il arrive que les agents l'oublient. Ce film est analysé chaque mois. Si la dose est trop forte, l'agent ira moins « en zone » le mois suivant.

Mais si des travailleurs du site, extérieurs aux zones officiellement dangereuses, sont susceptibles d'être contaminés, aucun moyen ne permet de le contrôler individuellement. Il n'existe que des mesures de la radioactivité ambiante. De même, si des normes individuel-

les de radioactivité ont été établies, les statistiques ne font état que de bilans collectifs. Si bien que les cas individuels sont noyés dans la masse. Il serait intéressant qu'EDF et les entreprises extérieures rendent compte publiquement des accidents individuels ou collectifs, de leurs suites, du type de suivi médical qu'ils entraînent, etc. Aujourd'hui, aucune publicité n'est faite de ce type de renseignements.

Quant à l'assistance médicale, elle est négligée. Dans les centrales, le personnel infirmier est insuffisant. En période d'arrêt de tranche, il est constamment sur la brèche. Les interventions « classiques » sont nombreuses. Des infirmiers ont déjà fait savoir que si, en plus, il y avait deux cas simultanés de contamination, ils n'auraient pas les moyens d'assumer les deux interventions.

Tout montre donc que le coût de la sécurité des installations est totalement disproportionné par rapport au coût de la sécurité des travailleurs. Il existe sur les sites un système des plus chers de surveillance visuelle et informatique des installations. On peut y ajouter le coût d'entretien de brigades spécifiques de gendarmerie dont l'unique rôle est la surveillance des centrales. Dans le contexte actuel de paranoïa antiterroriste, ces dépenses prennent le pas sur l'éventualité d'un accident nucléaire. A côté de tout cela, que peut bien peser la sécurité des travailleurs ?

Quand on pense qu'une tenue de sécurité pourrait être attribuée à tous les travailleurs, ce ne serait pas un luxe. Mais cela, c'est encore trop cher !

Réagir

Il se sont gaussés du goût maladif des dirigeants soviétiques pour le secret. Mais eux-mêmes, qu'ont-ils fait ? Dix jours durant, ils dissimulèrent que la France avait été exposée à des taux anormaux de radiation. Voilà qui met en lumière la réalité sinistre du lobby nucléaire, c'est-à-dire de la toute puissante coalition d'intérêt qui s'abrite derrière le programme énergétique français. Jouant en permanence avec une technologie non maîtrisée, ces gens-là, dirigeants politiques, hauts-fonctionnaires, scientifiques, chefs d'entreprise, en arrivent à mettre en tutelle le plus élémentaire droit à l'information. Il ont menti aujourd'hui, ils mentiront demain. Car, à leurs yeux, nos vies n'ont guère plus de valeur que celles des cobayes. On ne sait, ici, ce qui est le

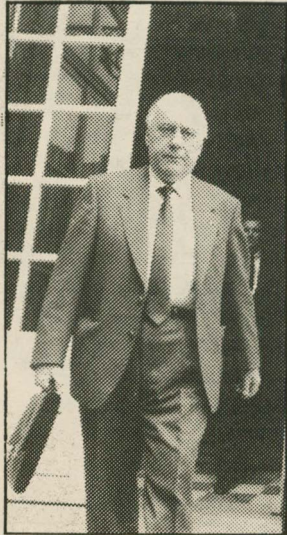
incroyable, de la rétention officielle de l'information ou du silence du mouvement ouvrier. En dépit des risques majeurs révélés par la catastrophe de Tchernobyl, un consensus scandaleux tend à s'instaurer. Lionel Jospin rend un hommage appuyé aux tenants du lobby, tandis que *l'Humanité* s'en prend aux « attaques des antinucléaires et des nostalgiques de la guerre froide ». Quel cynisme ! Quel légèreté ! Devant les dangers encourus par les peuples, le minimum serait pourtant d'exiger toute la vérité. La vérité sur les effets réels de l'augmentation de la radio-activité en Europe et la vérité sur les centrales nucléaires de l'Hexagone, qui menacent non seulement la sécurité des Français, mais aussi celle des pays voisins. Pour établir cette vérité, il conviendrait de constituer une commission

d'enquête européenne indépendante des Etats et composée de scientifiques ainsi que de représentants des citoyens. En attendant le résultat de ses travaux, le simple bon sens voudrait que l'on exige l'arrêt immédiat du programme électro-nucléaire ou, à défaut, un moratoire. Ces propositions, la LCR les a adressées à l'ensemble des organisations ouvrières et aux écologistes, leur suggérant d'organiser un vaste mouvement d'opinion en ce sens et de tenir, sur l'ensemble du territoire, des manifestations unitaires semblables à celles qui se sont déroulées dans le reste de l'Europe. Jusqu'à présent, nul n'a jugé bon d'y donner suite. Cela ne nous empêchera toutefois pas de continuer, seuls au besoin, cette bataille. Car l'enjeu est bien trop important.

Christian Picquet

8 MAI

Ennemi intérieur



Ceux qui militaient à cette époque peuvent en témoigner. Dans les années qui suivirent Mai 68, nous étions « l'ennemi intérieur ». Bien que les réseaux terroristes liés aux Etats soient alors quasi inexistantes, le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, pourchassait une « subversion internationale » dont il situait le chef d'orchestre du côté de Cuba. En 1978, il résumait ses conceptions dans un livre, *l'Importune Vérité* : « Une organisation permanente est créée avec des moyens financiers et des bureaux d'action spécialisés. Les Soviétiques en contrôlent les leviers de commande, par Cubains interposés. » Pour démanteler ce « complot », tout fut bon : provocations, infiltrations, fichages, emprisonnements, etc.

Près de vingt ans plus tard, rien n'a changé. En butte aux pressions de l'extrême droite, voulant apaiser ses secteurs les plus durs qui enragent de ne pas prendre une revanche plus rapide, le gouvernement cherche à prouver son autorité sur le terrain de l'ordre et de la sécurité. Le terrorisme, par ses actions aveugles ou imbéciles, lui fournit le prétexte idéal. Mais comme hier, la cible demeure cette extrême gauche, éternelle empêcheuse de gouverner en paix.

S'inspirant de la philosophie marcellinesque, Robert Pandraud vient donc de réorganiser les Renseignements généraux. Désormais, deux sections s'occuperont des partis politiques. L'une s'intéressera aux partis parlementaires, Front national compris. Autant dire qu'ils ne seront guère inquiétés et que Le Pen a de beaux jours devant lui. L'autre se consacra aux partis « marginaux », qu'on va jusqu'à qualifier de « préterroristes », dans les milieux bien informés.

Comment ne pas être inquiet devant une orientation qui permet tous les amalgames ? Surtout quand le personnage chargé de superviser les RG n'est autre que Philippe Massoni, l'homme des coups tordus sous Marcellin. Et quand, dans le même temps, se tient un colloque visant à préparer une loi sur les terroristes « repentis ». En Italie, une législation semblable permit aux autorités d'incarcérer sans la moindre preuve des personnalités totalement étrangères aux Brigades rouges. Il serait grand temps que des voix s'élèvent contre pareils projets.

10 MAI

La rose et le chrysanthème



Souvenez-vous. C'était il y a seulement cinq ans. La liesse s'emparait des quartiers populaires à la perspective du changement si longtemps attendu. Le tombeur de Giscard affirmait alors penser « à ces millions et millions de femmes et d'hommes qui (...) par le travail et par le sang, ont façonné l'histoire de France, sans y avoir accès autrement que par de brèves et glorieuses fractures de notre société ». Il n'aura pas fallu longtemps pour que la rose se fane et que soit enterré l'espoir, permettant le retour des battus de 1981.

On comprend que les banquets organisés par les socialistes se soient révélés si moroses. Leur parti sort du 16 mars à la fois conforté par le meilleur score de son histoire et en proie à un débat d'ampleur inégalée. Cinq ans de gestion gouvernementale lui ont fait perdre tout projet autre que la froide gestion du système. L'Union de la gauche est défunte, mais il n'apparaît aucune solution de rechange pour parvenir à l'alternance douce dont rêvent ses dirigeants. Dans le cadre de la cohabitation, son principal inspirateur, retranché dans son palais, laisse passivement s'opérer l'offensive de la réaction. Il cautionne tout, se con-

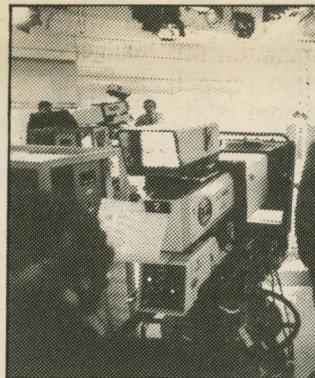
tentant de pointer quelques désaccords.

La contrepartie en est évidemment la reprise des affrontements internes, désormais dépouillés du moindre vernis idéologique. Tous ceux chez qui le passage au pouvoir a aiguisé l'appétit se voient à présent un destin national. Au point que ce trop-plein met en danger la cohésion de l'appareil. La situation du PS marseillais s'avère, à cet égard, prémonitoire.

Les hiérarques de la rue de Solferino ont donc trouvé la parade. Ils se replient sur l'unique formule susceptible de préserver la cohésion de leur formation et d'éviter un affrontement dévastateur : une nouvelle candidature de Mitterrand. Pour parachever leur évolution, ils prônent la réduction du mandat présidentiel à cinq ans. Une façon d'approfondir par ailleurs le consensus de la « classe politique », la présidentialisation des institutions étant souhaité par une fraction notable de l'actuelle majorité. Sombre anniversaire qu'il faut à présent célébrer avec des chrysanthèmes.

13 MAI

Télé-baston



C'est une épreuve majeure que devront affronter Chirac et Léotard. Les syndicats CGT et CFDT des personnels de l'audiovisuel, rejoints par ceux des journalistes, viennent en effet d'appeler à la grève totale pour le 21 mai. Les ardeurs libérales de nos gouvernants risquent donc de connaître leur première déconvenue et de se frotter à la première réaction de masse du monde du travail.

Et pourtant ! En incluant dans leur plate-forme la restitution au privé de deux chaînes de télévision, le RPR et l'UDF pensaient sans doute jouer sur du velours. Le projet était symbolique de leur volonté de « désétatisation ». Le risque d'affrontement avec le mouvement social semblait limité. Traditionnellement, le public se montrait peu solidaire des luttes de ce secteur. Enfin, de puissants groupes étaient directement intéressés par un moyen de communication qui touche 93 % des ménages, emploie dix-huit mille salariés, se divise en une dizaine de sociétés et représente un budget annuel de quatorze milliards.

Très vite toutefois, cette question est devenue la pierre d'achoppement des intérêts contradictoires qui traversent le bloc au pouvoir. Les lobbies économiques en compétition — au premier rang desquels s'agite le groupe Hersant — commencèrent à se déchirer pour le contrôle de ce nouvel Eden. Dans la majorité, les choix à opérer devinrent une nouvelle pomme de discorde, interdisant au gouvernement de rendre public son projet de loi.

Parallèlement, le respect du service public devenait le thème unificateur des travailleurs et des usagers. Pour les premiers, il semble en effet évident que la privatisation se traduira par de nombreux licenciements. Et pour les seconds, la défense des sociétés nationales exprime le rejet d'une télévision soumise à une logique de concurrence effrénée. L'appel lancé par *Télérama* et *l'Événement du jeudi* — quels que soient ses ambiguïtés, comme ce surprenant coup de chapeau à l'« apparition de télévisions privées » — reflète cette aspiration. Ce qui explique que cinquante-cinq mille personnes l'aient déjà signé. En quelques semaines, nos libéraux seront donc parvenus à ruiner une de leurs principales campagnes idéologiques. Tant mieux !

Christian Picquet

SYSTEME D COMME DEFFERRE

Avec le maire de Marseille, disparaît une figure de la social-démocratie française. On a beaucoup parlé de l'homme, de son affairisme, de ses liens avec le milieu. Mais le defferrisme, c'est d'abord une immense série de machines.

□ De notre correspondant

Imposant, solennel, pompeux, bref artificiel. Certes, le peuple de Marseille était au rendez-vous, ces 11 et 12 mai, sur le quai du port par dizaines de milliers. Mais la pompe, la cohabitation croulante entre Chaban-Delmas, Jean-Victor Cordonnier, le premier adjoint au maire, Lionel Jospin ont noyé sous un flot de mots l'émotion réelle de beaucoup de Marseillais.

Avec Lille, Marseille a pourtant été une épine douloureuse dans le pied du long régime gaulliste de 1958 à 1969. Jamais le parti du général n'y a régné, après 1968. Et la ville l'a payé. Il a fallu attendre 1981 pour que l'Etat débloquent les fonds nécessaires pour la construction du métro ou la station d'épuration. Cette solidité de Defferre tient bien sûr à la force de caractère de l'homme. Vrai socialiste, plutôt dans sa gauche d'ailleurs avant-guerre. Vrai résistant ensuite, pas à Londres ou à Alger, mais sur le terrain dans le Midi de la France, en organisant des groupes d'action socialiste de 1940 à 1944, les fameux réseaux « Brutus », puis des milices socialistes qui prendront d'assaut la préfecture de Marseille. Anticommuniste convaincu quand il posait dès 1945 le marché à la bourgeoisie : ou c'est la

Parti communiste, ou c'est moi.

Naissance d'un système

En effet, les Marseillais donneront toujours dès ce moment et pendant des décennies une majorité PS-PC aux élections municipales. Et dans chaque échéance importante, Defferre prendra le parti de minoriser le Parti communiste. En 1945, ce sera pour déterminer qui dirigera la délégation municipale. En 1947, le PC refuse l'élection d'un maire gaulliste minoritaire, grâce au refus des socialistes de se désister ; un affrontement devant la mairie voit des CRS, formés majoritairement d'anciens FTP, refuser d'intervenir contre les communistes : Defferre prend alors position contre le PC, et participe à la dissolution des unités de CRS. En 1953, alors qu'une nouvelle majorité de gauche sort des élections municipales, il joue le coup qui l'amènera à la direction des affaires en mettant la droite en devoir de choisir entre le communiste Christofol et lui. La bourgeoisie cède : minoritaire, elle va participer aux affaires de la mairie avec Defferre.

Les trente années qui suivront, celles de la reconstruction de Marseille, verront Defferre construire une immense machine ou plutôt

une immense série de machines imbriquées les unes dans les autres. A la tête de tout, la mairie et le conseil général. Les affaires culturelles, le social, le logement seront conservés par les socialistes. Les autres affaires, celles de l'argent, seront systématiquement laissées aux libéraux, dont la famille Rastoin est le meilleur exemple. Cela permettra à la bourgeoisie marseillaise de façonner à sa guise l'avenir de la ville, la construction des quartiers-nord, l'avenir du port.

Côté syndical, on s'appuie sur Force ouvrière, syndicat-maison lié au PS, corporatiste et hégémonique dans le personnel communal. Côté culturel, ce sont les clubs Léo Lagrange, autour de Lucien Weygans. Côté quartier, les comités d'intérêt de quartier organisent un réseau extrêmement dense, centralisant les besoins immédiats des habitants. Le ciment dans cette machine, ce fut la volonté de construire un grand parti populaire, cassant l'influence du Parti communiste et s'alliant avec la classe dominante.

Il n'était qu'un moyen pour cela : le clientélisme. Tout est service. Tout service rendu vaut un don. Des dizaines de milliers d'emplois sont en jeu ; ceux de la mairie bien sûr mais aussi ceux des associations, des clubs, des offices HLM. Il en va de même pour des



La querelle des prétendants, prémonition de situations appelées à se répéter au sein du PS ?

dizaines de milliers de logements, car tout s'obtient par l'intermédiaire de l'élus ou du gestionnaire. La promotion se fait de surcroît par les réseaux et les amis, pas par la valeur. Les bons postes sont attribués aux gens sûrs et Defferre, au-dessus de tous, a toujours pris un soin particulier pour ne jamais s'entourer de gens trop capables ou s'ils se révélaient capables, de les éliminer par vagues successives.

Paralysie et crise

L'alliance à droite ne s'est pas terminée en 1983. Certes, le 10 mai 1981 a imposé l'alliance entre le Parti socialiste et le Parti communiste dans la vie phocéenne et les deux sont venus majoritairement à la mairie. Mais au travers notamment d'hommes comme Pierre Rastoin, le lien fut toujours maintenu avec les banques et ce qui reste de la bourgeoisie marseillaise. Avec la crise économique, la paupérisation de la ville, le départ des industries vers la périphérie de la ville, le clientélisme ne parvint plus à remplir son rôle. Il faut gérer autrement et cela l'équipe bâtie autour de Defferre n'en a pas la possibilité. D'où son impuissance devant les phénomènes nouveaux.

En 1983, lorsque Manovelli, le précurseur de Le Pen à Marseille, fait 10 % des voix au premier tour des élections municipales, la première tentative de Defferre fut de négocier en second tour. Tentative avortée mais qui exprime une dérobade, celle de ne pas prendre de front le problème du racisme. Cette crise va s'ex-

primer sur le plan politique et d'abord à l'intérieur du PS.

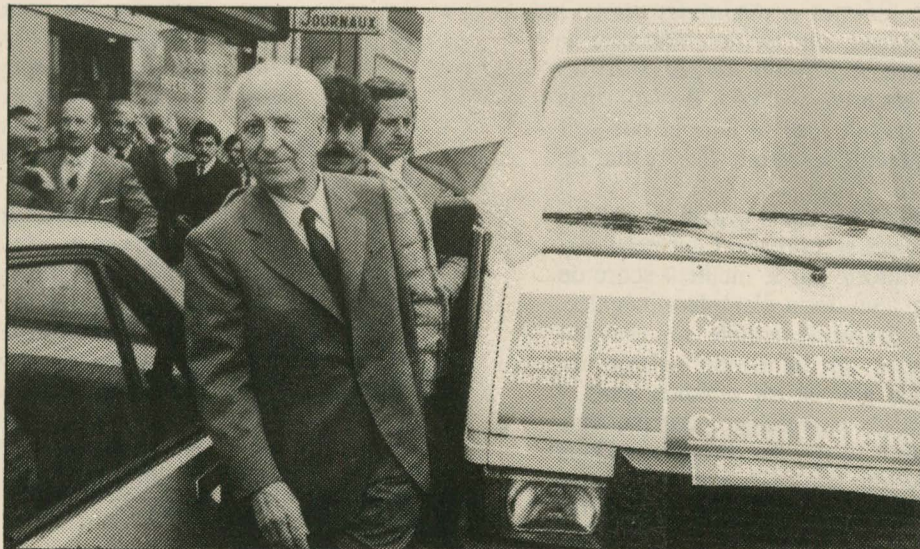
Mort deux fois

Defferre est mort deux fois. Une première fois le lundi 6 mai, à 2 h 30 du matin, lorsque Yves Vidal, l'homme de Pezet — le challenger de Defferre — fut élu à la tête de la fédération socialiste. Une deuxième fois dans la nuit, lors de son accident. Ce soir-là, toute la machine et le système de pouvoir que Defferre avait construit se retourne contre lui. Il n'y a pas de débat idéologique, mais des conflits d'intérêts, des ambitions de personnes, deux appareils qui s'affrontent pour le pouvoir dans la fédération et, en 1989, pour le pouvoir à la tête de la municipalité. Defferre a perdu. Et depuis sa mort, ses proches n'hésitent pas à désigner Michel Pezet comme le Brutus...

La crise est telle dans le Parti socialiste que c'est dans la rue que tout le monde discute des mérites respectifs de Sanmarco, Cordonnier, Pezet, et les autres... qu'on traite Pezet d'assassin ou qu'on prend sa défense. La solution apparaîtra dans quinze jours, quand le conseil municipal réélira en son sein un nouveau maire, une fois que les socialistes se seront décidés.

Une solution, mais aussi un risque, celui qu'on ne résolve aucun problème, à l'image de ces dernières années. Avec les antagonismes qui montent, le refus d'aborder de front des problèmes comme le racisme, le combat contre le Front national, il est probable qu'en 1989 Gaudin et la droite reprennent la mairie.

Patrick Ming



Defferre avait pris soin d'éliminer les hommes les plus capables de son entourage.

HOLD-UP SUR LES ACQUIS



Chirac, entouré de ses hommes de main.

Plus de grain à moudre, finies les palabres ! Devant la politique sociale du gouvernement, les spécialistes du tapis vert chôment : il n'y a plus rien à négocier.

Au nom de tout le patronat français, Chirac applique à tout ce qui travaille la sommaire philosophie « libérale ». Les gains de productivité d'aujourd'hui permettent d'abaisser les coûts salariaux et de réduire les effectifs. Chirac ne disait-il pas que « notre nouvelle frontière, c'est l'emploi » ?

Aussitôt dit... Chirac s'en prend aux traditionnels gisements d'emplois qu'étaient la fonction publique, les transports, les banques et les assurances. Qu'ils soient productifs, qu'on me supprime des milliers d'emplois, exige Chirac pendant que Mitterrand inaugure les chrysanthèmes.

Au nom des siens

Pour les jeunes se dessine le bel avenir de courber l'échine devant les seuls accès demeurant au marché du travail : les emplois précaires. Nos jeunes seront tucistes, intérimaires, stagiaires ou « temps-partielisés », mais ils disparaîtront de la statistique du chômage.

Les convoitises libérales ne s'arrêtent pas au blocage des salaires. Chirac veut les flexibiliser, les individualiser, selon le « mérite individuel ». Dans la métallurgie, les primes à l'ancienneté risquent de se transformer en primes selon la productivité individuelle.

Le saccage social prend désormais pour cible la protection sociale. L'UNEDIC déjà mise à mal, c'est désormais la retraite à soixante ans qui devient la cible de toutes les attaques, étant paraît-il trop coûteuse pour le patronat. Et puis, il y a le truc de la « fiscalisation » qui pend au nez des allocations familiales. Aujourd'hui payées par le seul patronat, elles risquent de venir grossir l'impôt direct de tous les contribuables.

Chirac ne campe pas sur les positions acquises par le patronat sous la gauche. Il veut pousser l'avantage, profitant de la relative paix sociale obtenue depuis le 10 mai 1981. Ses ministres font feu de toutes les armes possibles pour faire reculer le front des acquis sociaux, pour faire avancer celui des profits.

Et il faudrait parler « négociations » ? Bergeron annonce qu'il accepte de négocier la fiscalisation partielle des allocations familiales, pendant que Maire va au devant des patrons de la métallurgie pour « négocier » l'aménagement du temps de travail et des salaires. Quatre des cinq centrales syndicales marchent dans la combine des « négociations » sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, que le gouvernement fera squatter, dans les faits, bien avant le 1^{er} janvier 1987, horizon des palabres officielles.

Négocier ? Négocier quoi ? Seraient-elles en fin de banquet, ces directions syndicales pour mettre tant de temps à digérer le désastreux passage de la gauche au pouvoir ? Cette soporifique atmosphère ne correspond pas, loin s'en faut, aux bruits de bottes antisociales, chaussées par le gouvernement et le patronat.

Résister dans l'unité

Il n'y a rien à négocier. Le seul chemin à emprunter pour se défendre, c'est celui de l'action collective et unitaire. Nous ne savons pas si cela paiera, mais nous savons ce que coûtent la résignation et la défense individuelle. Ils contribuent à peupler les files des ANPE. Hier, on nous disait : « Faire payer les riches, c'est sommaire, ringard. » Maintenant que les riches se payent notre fiolle et nos acquis pour faire fructifier leurs profits, les mêmes pêcheurs arrivent en robe de bure, la corde au cou, pour signer la reddition en blanc qu'exige le patronat à chaque « négociation ».

Pour négocier pour espérer passer des compromis, il faut être deux. Et le patronat, aidé par Chirac, ne joue pas ce jeu-là. Ils font tout juste attention à ne pas dilapider trop vite l'héritage légué par la gauche, cette paix sociale qui règne depuis trois ans.

Il s'agit de résister. Car les licenciements ne seront jamais légitimes, pas plus que la perte du pouvoir d'achat ou le recul de la protection sociale.

Jean Lantier

AUTORISATION ADMINISTRATIVE DE LICENCIEMENT

TOUJOURS PLUS D'ARBITRAIRE

C'est fait. Le Conseil des ministres a mis au point son projet de suppression de l'autorisation administrative de licenciement. L'arbitraire patronal en sort renforcé.

L'autorisation administrative nécessaire à un licenciement économique et délivrée par la Direction départementale du travail et de l'emploi, se meurt. Au Conseil des ministres du 14 mai, elle a été amputée d'une de ses fonctions déterminantes. Cette autorisation était obligatoire pour tous les licenciements économiques.

Dorénavant, dès que la loi sera adoptée si vous faites partie d'une charrette de moins de dix licenciés économiques, plus besoin de l'intervention de l'Inspection du travail. Celle-ci n'aura plus à reconnaître ou à refuser le bien-fondé, la réalité du motif du licenciement. Grâce à Chirac, les patrons peuvent bientôt licencier sans entrave par paquets de neuf.

De même, l'autorisation administrative pour tout li-

ciement économique ou pour toute embauche, dans les douze mois suivant un licenciement économique, sera supprimée.

En revanche, si le licenciement économique concerne un volume de plus de dix emplois, l'Inspection devra toujours intervenir. Elle n'aura pas le droit de contester au patron son droit de congédier, mais elle vérifiera le motif, contrôlera la procédure et, pour l'essentiel, s'inquiètera du plan d'accompagnement (reconversions, indemnités, etc.).

Deux types de salariés seront donc créés. Ceux qui se font licencier par groupe de dix auront plus de droits. Ceux qui auront la malchance de se trouver en dessous de la barre en auront moins. Comme le courrier, c'est à deux vitesses.

L'autorisation administrative, créée par Chirac en 1975, n'a jamais été une entrave au droit de licencier. Mais la suppression permettra au patronat, notamment celui des PME, de renforcer son pouvoir arbitraire puisqu'il n'aura plus à fournir un motif économique à l'Inspection du travail.

Pire, si une entreprise licencie au moins deux salariés, elle échappera à la loi de juillet 1973 concernant le licenciement individuel, loi qui prévoit un entretien préalable et la communication du motif « réel et sérieux » du licenciement.

Un vide juridique s'installe. Et la défense de l'autorisation administrative devient de fait l'étendard de celles et ceux qui veulent lutter contre l'arbitraire patronal contre l'emploi.

J. -L.

SAT-CABLES CLERMONT

COMPLICES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Difficile de briser la complicité des pouvoirs publics et de la direction.

L'Inspection du travail vient d'accorder 108 des 123 licenciements demandés par la direction de la SAT-Câbles. Cette câblerie, unité de production de G3S, principal groupe privé de la téléphonie en France, implantée à Riom dans le Puy-de-Dôme, est victime de coups répétés depuis six ans. L'administration du Travail ferme les yeux. Rouge a rencontré le secrétaire de la section CGT, majoritaire dans l'entreprise.

Ce n'est pas la première charrette de licenciements à la câblerie ?

Jean-Luc. — En 1979, nous étions 1 200 salariés. Par vagues successives, la direc-

tion a réussi à faire tomber les effectifs à 560 environ. Les préretraites accordées par l'Etat ont fourni l'essentiel des départs. La CGT et la CFDT ont demandé que ces départs en retraite soient compensés par des embauches. Il est en effet difficile d'obliger « les anciens » à rester dans l'entreprise.

La direction de la main-d'œuvre n'a pas voulu nous entendre. Elle a signé les contrats FNE sans exiger d'embauches. Une telle attitude relève de l'aveuglement volontaire. Malgré des signes de plus en plus évidents et nombreux d'une fermeture prochaine de l'entreprise, l'administration a préféré entendre les propos



La démerde individuelle plutôt que l'action collective ?

doucereux et fausement rassurants des patrons. Cette attitude reste constante, par-delà les changements de gouvernement. Ainsi, le CNPF et Chirac auront beau jeu de supprimer ce contrôle. Il se trouvera peu de monde pour défendre un droit qui actuellement n'est pas appliqué. L'autorisation administrative de licenciement s'use si l'on ne s'en sert pas.

Les salariés de l'entreprise n'ont pas réussi à faire pression sur l'administration ?

J.-L. — En procédant par touches successives, la direction a endormi la méfiance du personnel. Les départs en préretraite faisaient la joie des personnes concernées et entretenaient l'indifférence de ceux qui ne portaient pas. Dans une situation où les grèves pour défendre les salaires étaient minoritaires, il eût été illusoire de lancer des mouvements en faveur de l'embauche.

Nous avons expliqué les dangers de ces suppressions d'emplois, mais les menaces apparaissaient lointaines. Aujourd'hui, elles se précipitent. Le maintien de tous les frais fixes pour une grande usine dont les capacités de production sont réduites de moitié est un non-sens, en terme de gestion.

Cela devrait être un encouragement à la lutte ?

J.-L. — Et ça ne l'est pas ! Personne ne croit au discours de la direction selon

lequel les licenciements sont la dernière chance de l'entreprise. Les gens savent que les patrons veulent sans doute fermer. Cependant, l'heure est à la démerde individuelle. Chacun essaie de repousser l'échéance en ce qui le concerne.

Dans ces conditions, obéir aux consignes de grève est vécu comme un risque de précipiter les choses. Il faut ajouter que différents aspects du plan social contribuent à individualiser, dans les consciences, le problème des licenciements. Choisir une mutation dans une autre usine du groupe, racheter un commerce en ville, prendre un congé de reconversion, tout cela constitue une addition de projets individuels qui étouffent le conflit. C'est seulement cette fois-ci que les licenciements « secs », environ soixante-dix, ont été autorisés.

Comment la direction a-t-elle dressé la liste des licenciés ?

J.-L. — Elle y a mis les syndicalistes les plus combattifs : dix pour la CGT et trois pour la CFDT. En en mettant beaucoup, elle espérait en obtenir quelques-uns, et c'est ce qui s'est passé. Les directions syndicales ont cependant été épargnées par la direction du Travail. Elle y a mis ensuite les travailleurs « non rentables » : un certain nombre de cas sociaux, d'autres qui avaient un poste aménagé après un accident. Pour certains de ceux-là, nous avons obtenu quelque chose et huit licen-

ciement ont été refusés. Les critères de choix deviennent ensuite plus obscurs, le poids de la maîtrise a dû jouer puisqu'on trouve des travailleurs très compétents et très combattifs.

Y a-t-il eu des réactions sur la ville devant ces licenciements ?

J.-L. — Les syndicats d'entreprise ont demandé la tenue de réunions unitaires. Nous avons convoqué les unions locales CGT, CFDT et FO, ainsi que le PS, le PCF, le PSU, la LCR. FO n'est pas venue ; les autres organisations ont appelé ensemble à une manifestation contre les licenciements. Il n'y avait que deux cents personnes. La faiblesse de la mobilisation dans l'entreprise a découragé la population qui a cependant beaucoup à redouter de la fermeture de la câblerie.

Comment allez-vous continuer ?

J.-L. — Nous avons au moins réussi deux choses. D'abord, l'unité, ce qui est un petit exploit dans la situation actuelle. D'autre part, la sensibilisation de Riom sur les risques de fermeture. Tout le monde mesure à présent le danger. Nous allons essayer de briser la complicité des pouvoirs publics avec la direction. Cela ne sera pas facile car le processus est déjà largement engagé. Un rebondissement reste cependant toujours possible.

Propos recueillis par notre correspondant de Clermont-Ferrand

SANTE SEINE-SAINT-DENIS

LA FLEXIBILITE EN ECHEC

Les hospitaliers des secteurs psychiatriques de Paris et d'Aubervilliers ont gagné contre les plans flexibles de leurs directions.

De notre correspondant

Les hospitaliers des secteurs psychiatriques de Paris et d'Aubervilliers ont réagi vivement aux mesures de redéploiement et aux suppressions d'indemnités. Dans les institutions psychiatriques de Paris, rattachées à l'hôpital de Maison-Blanche, le directeur voulait supprimer les indemnités de repas et de transports... avec effet rétroactif au 1^{er} janvier ! Les « solutions de remplacement » proposées auraient fait perdre entre quatre mille et huit mille francs par an pour les hospitaliers de ce secteur. En une semaine, grâce à une réaction massive (deux tiers du personnel réuni le 20 avril, malgré la dispersion dans une vingtaine de centres), qui a entraîné une délégation intersyndicale CGT, CFDT et FO (du jamais vu !) à la direction, ils ont obtenu le retrait pur et simple de la mesure.

Pour Aubervilliers,

sixième secteur de l'hôpital de Ville-Evrard, il aura fallu quatre semaines de grève pour empêcher (provisoirement) la fermeture d'un pavillon d'hospitalisation et la réduction du personnel soignant. Le médecin-chef transférait ainsi arbitrairement une partie des hospitalisés dans le « foyer de post-cure » d'Aubervilliers... structure destinée non à soigner, mais à aider à la réinsertion d'anciens « psychiatisés ». Bref, moins de soins et mutations arbitraires de personnel. Le personnel s'est mis en grève, unitairement avec la CGT et la CFDT, et a obtenu, malgré son isolement dans l'hôpital, le retrait des mesures jusqu'en octobre. D'ici là, la direction tente de résoudre le problème en faisant appel aux mutations volontaires... refusant toujours de payer la totalité des frais de déplacement. Victoire partielle donc, sur laquelle les hospitaliers pourront s'appuyer pour s'opposer aux autres mesures d'austérité qui s'annoncent.



GREVE DES NETTOYEURS DU METRO

POUR LA DIGNITE

En 1980, les nettoyeurs du métro avaient tenu trente-neuf jours en grève.

Parce qu'un de leurs chefs les a traités de « sales Arabes », les nettoyeurs du métro sont en grève. Mais le mécontentement vient de loin.

Une partie de bras de fer s'est engagée entre les nettoyeurs du métro et l'entreprise qui les emploie, la Comatec. Les nettoyeurs en ont ras-le-bol du racisme de leurs chefs, de conditions de travail archaïques, de faire « le sale boulot des Français », d'être surexploités. La limite a été dépassée par un chef de secteur de la Comatec. Accompagnant un salarié convoqué par le directeur, un délégué du comité d'entreprise s'est entendu dire que « les Arabes sont une sale race et que s'il ne tenait qu'à lui, ils seraient tous à la porte. » Cela ne pouvait plus durer : une grève pour la dignité, contre le racisme. La seule revendication pour l'instant est le déplacement de ce chef.

Ces propos ont fait l'effet d'une étincelle dans une poudrière. Le mécontentement vient de loin. Il date du 1^{er} janvier. La RATP, qui sous-traite le nettoyage, veut robotiser ce travail. Pour cela, la sous-traitance est reprise par une seule entreprise, au lieu des seize précédentes. Dans la foulée, les effectifs passeraient de mille cinq cents à mille salariés, soit un « dégraissage » de un tiers du personnel. De fait, de nombreux doutes planent sur ce projet de robotisation. Une raison non avouée circule : face à un milieu combatif et qui possède des traditions de lutte, la RATP avait été obligée de négocier, devant la dispersion des entreprises sous-traitantes.

Depuis six mois, la CFDT négociait cette restructuration, sans rien obtenir d'essentiel : la formation et la garantie de l'emploi. A cela,

vient s'ajouter ce que la CFDT appelle « un patron incapable ». Pour elle, « Il suffit de voir l'état du métro depuis le 1^{er} janvier ». Une pagaille qui pèse et qui a contribué à faire monter la pression : lieux de travail non définis, ouvriers déplacés de station en station, retard sur la mise en place d'organismes tels que le comité d'entreprise, le comité d'hygiène et sécurité, retard dans les fiches de paie.

La formation est la principale inquiétude des nettoyeurs. S'il y a robotisation, il faut former les balayeurs. Or, le plan négocié avec la Comatec est resté en panne. « On nous avait promis une vingtaine d'auto-laveuses pour apprendre à s'en servir, or nous n'en avons reçu que quatre et aucune opération réelle de formation n'a été mise en œuvre », explique la CFDT. Que la direction se débarrasse des ouvriers actuels pour réembaucher un personnel plus qualifié, telle est sa crainte.

Mais le bras de fer entre les nettoyeurs et la Comatec risque de durer. Les balayeurs ont une longue tradition de lutte. Sans parler de la grande grève de 1980, 100 % du personnel avait répondu à un appel à la grève, en juin dernier. Aujourd'hui, 90 % des nettoyeurs sont en grève à l'appel de la CFDT. Les 10 % restants sont essentiellement les syndiqués CGT. Ces derniers continuent à travailler sous la « protection » des CRS. Organisés en commando de nettoyage, ils traversent entre deux rangés de flics, sous les hués des piquets de grève qui se

déplacent de station en station. D'ailleurs, chaque nuit, des incidents, des affrontements se produisent entre les grévistes et les CRS. En début de semaine, trois nettoyeurs ont été sérieusement matraqués à Montparnasse.

Une grève déterminée donc. Encouragée aussi. Elle a reçu le soutien de nombreuses organisations. « Les immigrés sont les soutiens du métro, ils représentent l'envers du décor de la vitrine sociale du ticket-choc, il est temps de s'en occuper », a déclaré Harlem Désir au nom de SOS-Racisme qui apporte son soutien à la grève avec le MRAP, la LICRA, la FASTI, la LDH, etc. Ensemble, ils appellent à une manifestation ce mercredi 14 mai. Peu à peu, jour après jour, les nettoyeurs construisent un rapport de forces face à la Comatec, pour leur dignité, contre le racisme.

Alain Gwenn

La direction de la RATP est à l'origine de la restructuration du nettoyage.



ANTIRACISME

OBJECTIF 14 JUIN

SOS-Racisme organise le 14 juin à Paris un grand rassemblement multicolore. Un moment essentiel pour manifester la force d'une mobilisation.

SOS-Racisme tenait une conférence de presse le 13 mai dernier, pour lancer publiquement un appel à un grand rassemblement multicolore le 14 juin à la Bastille. Objectif : fêter l'anniversaire de la fête de la Concorde, rappeler le massacre de Soweto en 1976 et réaffirmer dans une nouvelle situation ouverte par le 16 mars, la volonté de la jeunesse de vivre sans distinction de couleur, de race ou d'origine.

Harlem Désir a développé l'analyse de son mouvement sur les projets du gouvernement actuel. Il exprime à la fois son inquiétude devant les déclarations de Chirac et de l'amalgame entre immigration et insécurité et une certaine satisfaction devant « des points positifs » et le « consensus oral apparu lors des entrevues avec le ministère de l'Intérieur et celui des Affaires sociales ».

L'idée de SOS-Racisme est donc de reconstruire le climat de la campagne « Touche pas à mon pote » et de bloquer ainsi toute mesure anti-immigrés au profit d'une politique d'insertion indispensable. Harlem Désir a notamment dénoncé les projets de mise en cause du Code de la nationalité, « mesure la plus grave, qui aboutirait d'ailleurs paradoxalement à

augmenter le nombre d'immigrés sur le sol français ».

SOS-Racisme a rédigé à cet effet un mémorandum passant en revue toutes les mesures qu'il ne faut pas prendre et réaffirmant la nécessité des positions favorisant l'insertion, telle que le droit de vote. Avec ses trois cent quatre-vingts comités, sa commission juridique « qui n'a jamais autant fonctionné depuis le 16 mars » ses projets de création d'une « haute autorité antiraciste » et d'une radio libre, et surtout la préparation déjà bien engagée du 14 juin, SOS se porte bien. Il constitue une antidote efficace face au discours dominant actuellement.

Il reste que le raisonnement d'Harlem Désir a ses limites. L'illusion qu'il existerait des divergences essentielles entre les hommes de droite au pouvoir au sujet de l'immigration peut s'avérer dangereuse. Harlem Désir a insisté à plusieurs reprises, malgré les questions dubitatives des journalistes, sur les garanties orales données par Pandraud ou Seguin, laissant apparaître le discours de Chirac comme un « dérapage ».

Il y a là une erreur d'analyse sur les intentions de la droite. Le choix de prendre pour cible l'immigration et de développer une politique d'exclusion proche des thèses de l'extrême droite est d'ores et déjà effectué. Les questions de l'immigration et du racisme sont plus que jamais des terrains d'affrontement où aucun consensus n'est possible. La seule voie est celle de la construction d'un rapport de forces réel, susceptible d'inverser le cours des choses.

C'est dans ce cadre que doit se préparer le rassemblement, concert et carnaval le 14 juin. Il doit être une démonstration de la vigueur du mouvement antiraciste et de la volonté de la jeunesse de s'opposer résolument à une politique d'exclusion des potes. En un mot d'affirmer l'égalité des droits !

Hélène Viken

CONTENTE D'ELLE-MEMME ?

Comme à chaque week-end de Pentecôte, Lutte ouvrière tient sa fête nationale. Une occasion de faire le point sur sa nouvelle attitude.

Serait-ce le moment de cultiver les différences et de gérer au mieux son patrimoine électoral et politique ? La satisfaction avec laquelle Lutte ouvrière considère son résultat électoral, comparé à celui de la LCR et du MPPT, semble l'indiquer. Le numéro d'avril de *Lutte de classe*, la revue mensuelle de LO, livre un éditorial marqué par quelques phrases prudentes, expliquant que les résultats électoraux, pour chacune des trois organisations, « sont faibles (...) et [qu'] il faudrait se garder d'en tirer des conclusions définitives, autres que le fait incontestable de la faiblesse de toute l'extrême gauche sur le plan électoral ».

Début prometteur, mais les « conclusions définitives » que le rédacteur se gardait de tirer parviennent par maints aspects de la revue. Et le théorème, à volonté pédagogique, s'énonce. Le score de LO étant « le double de celui-là et quatre fois plus que celle-ci », logique arithmétique irréprochable, « il nous semble qu'on peut au moins



Quand l'unité permettait le succès de la fête commune en 1985.

tirer la conclusion que la politique défendue et exprimée par LO a touché et su exprimer les sentiments d'une fraction tout de même notablement plus large de travailleurs que celles défendues par les deux autres organisations trotskystes ».

Différences de classe ?

Là n'est pourtant pas le but de *Lutte de classe*. La rédaction introduit immédiatement une différenciation de classe dans la nature des campagnes. LO aurait su mener une campagne de révolutionnaires prolé-

tiens, alors que le MPPT s'adressait aux milieux réformistes, et la LCR aux milieux gauchistes petits-bourgeois, écologistes et antiracistes.

Il semblerait donc qu'à l'extrême gauche il n'y ait qu'un seul parti vraiment fidèle à la classe ouvrière. Cette impression est alimentée par l'éditorial placé en tête des pages consacrées à la LCR. Décrivant « les multiples facettes de la politique de la LCR », la rédaction de *Lutte de classe* juge que la liste de Seine-Saint-Denis était « lutte de classe », alors que celle de

l'Essonne était « révolutionnaire prolétarienne », soit l'égale de LO. Or, il s'agit de deux listes de la LCR.

Partie d'un constat modeste, la faiblesse des scores de l'extrême gauche, LO considère donc que rien n'est plus urgent que de classer, étiqueter avec soin tel ou tel secteur de la LCR.

Ce travail d'un type particulier se déroule dans un climat de refroidissement général des relations fraternelles qu'entretenaient jusqu'à présent nos organisations. En novembre et décembre 1985, à plusieurs reprises, à l'occasion de son

congrès, par lettres de ses organismes de direction, dans les colonnes de *Rouge*, la LCR proposa à LO un accord électoral portant sur quarante départements, excluant seulement l'Ain, le Lot-et-Garonne, l'Orne, les Vosges et le Val-d'Oise. Le refus de Lutte ouvrière fut total. Il fallait, disaient ces camarades, choisir d'abandonner la ligne de construction d'une force anticapitaliste pour n'envisager qu'un accord exclusif avec LO. Tout cela pour cinq exceptions, cinq départements dans lesquels s'étaient réalisés des accords locaux, pour les législatives ou les régionales. Cinq départements ont suffi pour que LO decline l'offre d'unité électoral, et un incident de campagne à Strasbourg aliéna dorénavant les rapports entre nos deux organisations.

Les conséquences de cette division sont visibles. Lutte ouvrière semble se satisfaire de l'horizon de sa propre croissance, qu'elle juge apparemment plus que satisfaisante. Et tant pis pour la réalité, celle d'une classe ouvrière, dans laquelle les révolutionnaires doivent en permanence démontrer la viabilité de leurs propositions.

Devant la crise actuelle du mouvement ouvrier et singulièrement du PCF, la LCR pense, quant à elle, que la division de l'extrême gauche est plus néfaste que jamais. Les réactions d'incompréhension de nombreux travailleurs devant la multiplication de listes concurrentes, devant la dernière campagne comme la chute globale des scores montrent assez quelles sont nos responsabilités. Il ne faudrait pas que le contentement de soi nous fasse passer à côté de nos tâches de construction d'un nouveau parti des travailleurs.

Jean Lantier

A l'heure où nous bouclions ce numéro, nous recevions une longue « lettre ouverte » dans laquelle Lutte ouvrière officialise la rupture des relations entre nos deux organisations. Nous y répondrons par un document spécifique qui sera notamment disponible pour la fête de LO.

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Mensonge radio-actif

Ils ont menti ! Le pays entier a bien été baigné dans le nuage radioactif pendant trois jours.

Mais il a fallu attendre dix jours pour qu'au détour d'une interview à TF 1, le chef du service compétent l'annonce officiellement !

Entre-temps, les bobards les plus gros ont été répandus. Pas de danger en France pour l'agriculture, le beau temps nous protège, rien à craindre. La France, pour ces messieurs du gouvernement, était un îlot sans prise aux retombées radioactives.

Tout puissant, le lobby nucléaire

Messieurs les libéraux au pouvoir nous disaient : « Avec nous, ce sera moins d'État et plus de liberté. » Et vlan. A la première preuve, l'État omniprésent occulte l'information et sert des lobbies au pouvoir économique énorme.

Parce que c'est bien ça, le motif essentiel. La France est en tête dans le domaine agro-alimentaire, sur le marché mondial. Elle joue également les premiers rôles dans le nucléaire civil, puisque la majeure partie de l'électricité en provient.

Alors, vous imaginez bien que ça ferait désordre, si tout d'un coup le lobby agro-alimentaire et le lobby du nucléaire civil avouaient le danger que représentent les centrales, quand elles explosent.

Les exportations alimentaires prendraient un sacré coup. De plus, comme tout Français habite pas très loin

d'une centrale nucléaire, la population risquerait de paniquer. Surtout qu'en France, il y a quatre centrales identiques à celle de Tchernobyl !

Alors le gouvernement Chirac, grand croisé de la sécurité quand il s'agit de virer les étrangers, se moque totalement de la sécurité publique en matière nucléaire. Car il défend les intérêts privés de ces lobbies-là.

Lutter contre le nucléaire

Une seule centrale, à plusieurs milliers de kilomètres, peut produire des effets désastreux à l'échelle du continent européen. Alors, pensez, une bombe atomique...

Oui, la catastrophe de Tchernobyl fait apparaître une réalité aveuglante : il n'y a pas de moyens de protection réelle en cas d'explosion majeure, et le contrôle sur le nucléaire, civil ou militaire, est confié à un tout petit groupe d'hommes au-dessus de tout contrôle.

Concernant le nucléaire civil français, une commission de scientifiques indépendants et de représentants de la population doit être formée et pouvoir agir en toute liberté.

Ne laissons pas le lobby nucléaire jouer avec la sécurité et la santé au nom des intérêts privés ! Exigeons l'arrêt de la construction des centrales nucléaires, et un examen public de toutes celles existantes.

Leurs résultats électoraux sonnent le glas des prétentions des Verts français. La confusion et le sectarisme ne servent pas le combat écologique.

Les Verts, c'est pas une pastèque ! » Voilà ce qu'écrivait Yves Cochet, porte-parole des Verts, en novembre dernier. « Remarquons aussi que les Verts français finiront un jour par récolter les fruits de leur clarté idéologique. L'accusation de verts pastèques, vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur, importée d'Allemagne par nos opposants mal intentionnés, n'a aucune pertinence en France car les écologistes n'ont jamais eu ici d'aile marxiste. » Cette « clarté » mé-

l'aboutissement d'une évolution sensible, depuis la candidature de René Dumont en 1974.

En 1984, D. Charbonneau, collaborateur de *Combat nature*, titrait : « Le mouvement écolo à la fois de droite et de gauche » et critiquait sévèrement les reniements de 1981, le « stalinisme » de la gauche ainsi que le productivisme et la recherche du profit de la grande bourgeoisie. Si l'on peut comprendre qu'un écolo hésite aujourd'hui à se déclarer de gauche en réfé-

foi comme les programmes des Verts sont révélateurs de cette dérobade.

Où est la clarté si l'on écrit, comme Yves Cochet : « Peut-on réduire le chômage, créer suffisamment d'emplois ou faudra-t-il partager travail et revenus ? », alors que l'on ne dit rien sur la richesse de la bourgeoisie. Cela ne peut signifier qu'un appel au partage des revenus des travailleurs. Il en va de même quand on se demande : « Comment penser un développement économique qui ne soit plus

la démagogie. Ceux qui ont un emploi vivent comme des nantis et dans l'opulence par rapport aux affamés du tiers monde. » Une telle position est remarquablement aveugle. Aveugle de ne pas voir que de l'argent il y a suffisamment pour qu'un quidam achète 310 millions de centimes le maillot d'un joueur de football. Peut-on de même oublier que ceux qui, aujourd'hui, défendent l'austérité sont précisément ceux qui possèdent tout. Quant à la misère du tiers monde, n'est-il pas illusoire

marquées par de semblables dérives. En décembre 1985, le porte-parole des Verts, J. Doucet, prenait parti pour le choix de l'école par les parents, pour le financement public de l'école privée et expliquait : « Il s'agit, dans les deux cas, d'éducation nationale ; similitude des méthodes, horaires, programmes, et surtout des rythmes. » Avec cette position, les Verts rejoi-

LA PEUR DU ROUGE ?

rite pour le moins discussion.

L'intervention de René Dumont à la télévision, le soir du 16 mars, résume bien l'échec du projet et des espérances de ce parti, lors des élections : il constatait que les Verts n'avaient pas été écoutés. Les chiffres sont en effet là. Si Alain Deswarte peut écrire que « le pourcentage de suffrages obtenus est satisfaisant avec 3,4 % pour les 49 listes présentées », cela ne fait que 1 % en pourcentage réel, moins que les 1,5 % de l'extrême gauche... et seulement trois élus régionaux, pas un seul député.

Voilà qui est bien maigre comparé aux espérances. Avant le scrutin, Guy Hascouët écrivait : « L'enjeu est important. Avec le scrutin proportionnel, même tronqué par le cadre départemental, les écologistes pourront, dès mars 1986, être représentés dans plusieurs conseils régionaux et à l'Assemblée nationale. » A quoi peut servir de cacher l'échec, en trouvant une étude montrant que dans les intentions de vote à venir (!), « le Parti vert serait le quatrième en France », ou de reconnaître cet échec en invoquant, après le 16 mars, comme Yves Cochet, que « la France a voté massivement pour la crétinisation de masse ».

Quelle clarté ?

Il semble que la clarté des Verts... se résume à la démarcation de la gauche, du mouvement ouvrier et en particulier de l'extrême gauche. Le refus d'une coalition avec d'autres formations politiques lors de la dernière campagne est



L'orientation actuelle des Verts va à l'encontre du contenu même des mobilisations en défense du cadre de vie.

rence au PS et au PC, se réclamer de la droite est pour le moins surprenant. Même si on explique que la droite, comme le mouvement écolo, est « réaliste » car découvrant « que l'homme ayant un corps biologique et terrestre ne peut satisfaire indéfiniment son désir de jouissance et de puissance ». Même son de cloche anti-alliance chez Michel Delore (secrétaire national des Verts) : « Galvauder leur identité dans des cartels électoraux constitue un écueil que les Verts français ont su clairement refuser pour 1986. »

En fait, cette volonté de se démarquer doit être mise en relation avec le refus de ce courant de prendre position sur le débat, à notre sens essentiel : peut-on arriver à une société écologiste dans le cadre du capitalisme ? Les professions de

fondé sur la compétition à outrance », sans apporter aucune réponse sur le type de société à construire. « Le débat nationalisation-dénationalisation est pour nous secondaire par rapport aux problèmes de démocratie dans l'entreprise », écrivent encore les dirigeants des Verts. Mais peut-il y avoir démocratie dans l'entreprise quand un patron a tout pouvoir de licencier dès que la recherche du profit le nécessite ?

Le refus de s'attaquer au capitalisme amène les écologistes sur la pente d'une dérive certaine en ce qui concerne l'austérité. Alain Deswarte explique ainsi : « Que l'on ne nous parle plus de misère et d'austérité en France (...) Faire croire que les travailleurs vivent dans l'austérité et la misère est de

de penser que l'argent économisé par l'austérité ici la supprimerait ?

Nous préférons, quant à nous, penser que la fin du gaspillage phénoménal, la planification économique et la suppression des sommes colossales investies pour l'armement et les guerres sont des réponses — certes plus difficiles à mettre en œuvre que l'austérité pour les travailleurs — bien plus réalistes pour en finir enfin avec la misère des pays dominés. Dans ce cadre, la référence au mouvement ouvrier, à la gauche — non pas celle qui gère le système — ne nous paraît pas un dogme désuet.

Avec M^{gr} Lustiger ?

Sur le plan de l'école, les positions des Verts sont

gnaient objectivement la droite et la hiérarchie catholique. Quitte à nous entendre dire que « le langage encore révolutionnaire des groupements issus du marxisme-léninisme n'est plus écouté », nous avons préféré exiger que les fonds publics cessent d'aller à une école ségrégative, religieuse et élitiste.

Les rouges, pas verts ?

Les révolutionnaires se désintéressaient-ils, pour autant, des problèmes écologiques posés par les associations de protection de l'environnement et repris par les Verts ? Nullement. Des convergences existent sur des points importants comme le nucléaire et la dissuasion atomique, les immigrés, le tiers monde, l'indépendance de la Kanaky, les problèmes d'environnement et de pollution. Les écologistes ont eu le mérite de poser les problèmes de l'environnement. Mais ils ont le tort aujourd'hui de refuser de mettre en cause la société capitaliste. Les révolutionnaires ont eu certainement le tort de ne pas suffisamment s'exprimer et élaborer dans les domaines de la protection de l'environnement. Mais ils proposent des solutions pour remettre concrètement en cause le capitalisme, condition nécessaire à une société écologiste.

Entre les verts et les rouges, le débat est donc nécessaire et possible, sans concessions mais sans sectarisme. C'est un des objectifs de notre projet visant à construire une alternative à la gauche du PS et du PC.

Frédéric Victor

COURTS... METRAGES



PHILIPPINES DES CONTACTS ENTRE AQUINO ET LA NAP

Aquino et des émissaires de la guérilla communiste auraient entamé des négociations secrètes sur l'île de Luzon. Cette phase préliminaire qui, de source occidentale, porterait sur la discussion d'un cessez-le-feu, risque fort de buter sur la mauvaise volonté de l'armée. En effet, la majorité de la hiérarchie militaire est hostile à des négociations.

La répression contre les communistes se poursuit d'ailleurs à bon train. Les milices ne sont pas désarmées. Et certains groupes religieux, comme les Missionnaires divins du Christ, se chargent de l'élimination physique des guérilleros de la Nouvelle Armée du peuple. Selon un organisme de défense des droits de l'homme, basé à Manille, ce groupe serait armé par l'armée, ce que, bien-sûr, le haut-commandement dément. Le dernier affrontement enregistré en début de semaine aurait justifié opposé, dans l'île de Negros, au centre du pays, des maquisards présumés à des religieux de ce groupe.

On a beau savoir que les Etats-Unis et Israël entretiennent une collaboration serrée, on n'en connaît jamais assez les détails. La semaine dernière, Tel-Aviv a signé son contrat de participation à la « guerre des étoiles ». Sur un tout autre plan, Edwin Meese, le ministre américain de la Justice, a annoncé, à l'issue de sa visite officielle en Israël, que les deux pays étaient prêts « à une collaboration antiterroriste totale ».

Le Honduras a une conception originale de la neutralité. « En cas d'intervention du Nicaragua par les Etats-Unis, vient de déclarer son président, José Azcona, le Honduras restera neutre mais ne condamnera pas car le gouvernement de Managua viole les libertés. Il faut donc soutenir les revendications des organisations antisandinistes. »

SALVADOR UNE LEÇON DE CHOSES

Le régime salvadorien offre encore une belle leçon de choses. Depuis 1983, un gang d'officiers déguisés en guérilleros se livrait à un fructueux trafic. Ils enlevaient des membres de la haute bourgeoisie et exigeaient des rançons. La portée politique de cette affaire n'échappe à personne et surtout pas au gouvernement. Le président Napoleon Duarte qui, au début de son mandat, affichait la volonté d'épurer l'armée, pourrait se saisir de ce scandale pour tenter d'imposer son autorité sur l'état-major. Mais les liens que la Démocratie chrétienne entretient avec la hiérarchie militaire font que l'affaire sera traitée au niveau purement criminel : procès des officiers les plus impliqués et libération des autres. Déjà dix des vingt personnes interpellées ont été relâchées.

NORVEGE LES TRAVAILLISTES SONT DE RETOUR

Le pétrole aura valu bien des malheurs à la coalition de centre-droite en Norvège. Le gouvernement vient de tomber sur un vote de défiance qui a vu l'extrême droite se rallier à la gauche pour dénoncer le plan d'austérité proposé.

Le Parti progressiste, traditionnel allié du gouvernement a refusé de cautionner une augmentation des taxes sur le pétrole. Une position de principe qui l'a donc conduit à se retrouver avec cotés des travaillistes. Ceux-ci arrivent au pouvoir après sept mois et demi de gouvernement de droite. Ils héritent d'une situation empoisonnée. Face à la chute des prix du pétrole, le revenu principal du pays, le patronat exige toujours plus d'austérité... Dès l'annonce de la nomination d'un travailliste, Gor Harlem Brundtland au poste de Premier ministre, la Bourse a aussitôt accusé une baisse de 5 à 10 % des valeurs.

LE MOSSAD CONTRE LES PALESTINIENS D'ALGERIE ?

A deux reprises, la ville algérienne d'Annaba, où se trouvent des réfugiés palestiniens, aurait été attaquée par les services secrets israéliens. Dix-huit officiers palestiniens auraient été tués et trois bateaux coulés au cours de ces opérations, la première ayant eu lieu en janvier et la seconde en mars.

Aucune information n'a filtré sur ces raids ni en Israël ni (c'est plus paradoxal) en Algérie. Par ailleurs, le bruit courrait depuis quelques temps que le ministre des Affaires étrangères algérien avait rencontré le Premier ministre israélien. Leur entretien aurait porté sur la présence des Palestiniens en Algérie. De source arabe, cette rencontre aurait eu lieu en mars. Affaire à suivre.

LES MINEURS DANS LA CIBLE DE MARTENS VI

L'emploi ? C'est bien le moindre des soucis du gouvernement Martens VI. Il veut fermer immédiatement deux mines sur quatre dans le Limbourg. L'Etat, qui est déjà le plus gros actionnaire des charbonnages belges depuis 1980, prévoit bien une rallonge de son enveloppe. Mais cet argent ne remet absolument pas en question les licenciements prévus.

Ce plan envisagé à terme la fermeture des puits et, d'ici 1989, trois mille emplois devraient être supprimés. Cette politique est inacceptable pour les mineurs. La région compte déjà un chômeur pour quatre habitants, mais surtout les ouvriers des mines refusent de payer les pots cassés de dix années de gabegie.

Comme le signale la *Vérité sur les mines du Limbourg*, une brochure réalisée par le POS¹, le gouvernement veut faire une croix sur le charbon, parce que tel est le désir de la Société générale et du groupe Bruxelles Lambert qui contrôlent le secteur de l'énergie en Belgique. Certes, les mines sont déficitaires mais Martens « oublie » toujours de dire qu'aucune politique d'investissements n'est venue enrayer ce processus. De même, l'idée selon laquelle le charbon serait une

source d'énergie dépassée est contredite par la réalité. De nouvelles techniques de combustion existent et sont utilisées par des entreprises de la chimie, de la cimenterie et de la briquetterie pour le chauffage de leurs locaux.

Le charbon a donc un avenir et les mineurs du Limbourg le savent. Ils l'ont dit lors d'une manifestation, le 12 avril, qui rassemblait 25 000 personnes dans les rues de Hasselt. Ce rassemblement était l'émanation d'une campagne d'unité syndicale réussie. Depuis, des grèves se poursuivent dans les puits, même si les directions

syndicales semblent moins présentes sur le terrain. Un potentiel de solidarité existe dans la classe ouvrière. Le gouvernement Martens ne s'en prend pas qu'aux mineurs. A la recherche de deux cent milliards de francs belges d'économie, il entend supprimer six mille emplois dans l'éducation, en finir avec l'allocation chômage pour les jeunes, et limiter les dépenses de santé en ne remboursant plus que les frais d'hospitalisation. Un cocktail qui pourrait être explosif.

1. Parti ouvrier socialiste, section belge de la IV^e Internationale.

Frost et Sullivan est l'une de ces agences internationales évaluant les risques d'investissement pour les capitalistes. Elle vient de tenir un colloque de deux jours à Londres et de décerner de bons et mauvais points aux différents pays du tiers monde. On a ainsi appris que le Zaïre, le Brésil et l'Argentine ne doivent plus faire peur aux financiers. En revanche, les Philippines, « nouveau foyer d'agitation en Asie du Sud-Est » et, du coup, la Corée sont peu recommandées. Autre pays marqué en rouge, le Mexique qui serait un terrain miné par la chute du prix du pétrole et par les conséquences du dernier tremblement de terre. L'agence souligne cependant qu'il lui « paraît inconcevable que les Etats-Unis laissent un pays s'effondrer à leur porte ».

La 14^e Rencontre de l'Action catholique ouvrière (ACO) vient de s'achever au Mans, en présence d'un millier de délégués. Le thème essentiel de ce mouvement est d'assurer « une double fidélité à la classe ouvrière, et à Jésus Christ et son évangile ». Un comité national de quarante-six membres a été élu comprenant vingt-six militants de la CGT, quatre de la CFDT, treize de la CGT, quatre de la Confédération syndicale du cadre de vie, un du SNI, un de la CGL, sept de la FCPE. Sur le plan de l'appartenance politique, on notera qu'il y a sept membres du PC, sept du PS et un du PSU.

MARCHAIS DECLARE FORFAIT

Lors du dernier comité central du PCF, qui s'est tenu en début de semaine, Georges Marchais a annoncé qu'il avait décidé de ne pas être candidat à la future élection présidentielle. Il s'agit selon lui d'une décision personnelle irrévocable. Il ne fait cependant aucun doute que cette décision est le résultat du discrédit grandissant du secrétaire général aussi bien dans l'opinion publique qu'au sein même du parti. Une telle candidature risquait de faire encore baisser les scores électoraux. Plus qu'une victoire de l'opposition interne du PC, il s'agit là d'un indice supplémentaire de la crise. Cette décision pourra peut-être satisfaire ceux qui attribuent à la personnalité de Marchais la responsabilité du déclin du PC, mais elle ne résoud en rien les problèmes d'orientation politique. Au contraire, l'annonce spectaculaire du secrétaire général pourrait n'être qu'une manœuvre pour endiguer l'aspiration des militants à un débat de fond.

CINQ CENT DIX MILLE FRANCS

C'est la somme que réclame le directeur du Centre hospitalier spécialisé du Rouvray, près de Rouen, à la CGT de l'établissement. Motif : pendant la grève de six semaines en 1982, les salaires des membres de la direction et de l'administration auraient été versés en pure perte, les locaux étant occupés par les grévistes. Frapper à la caisse pour détruire le syndicat, interdire de fait le droit de grève pour mieux frapper les travailleurs, voilà l'objectif du directeur, bien connu pour ses méthodes répressives.

LA 14^e RENCONTRE DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIERE (ACO) VIENDE S'ACHEVER AU MANS

Le thème essentiel de ce mouvement est d'assurer « une double fidélité à la classe ouvrière, et à Jésus Christ et son évangile ». Un comité national de quarante-six membres a été élu comprenant vingt-six militants de la CGT, quatre de la CFDT, treize de la CGT, quatre de la Confédération syndicale du cadre de vie, un du SNI, un de la CGL, sept de la FCPE. Sur le plan de l'appartenance politique, on notera qu'il y a sept membres du PC, sept du PS et un du PSU.

CFDT-AQUITAINE PLACE AUX NOUVEAUX PATRONS

« La création d'entreprises peut être une issue pour des salariés qui s'emm... dans leur boîte », explique André Dorléans, secrétaire régional de la CFDT-Aquitaine dans la presse locale, à la veille d'une rencontre sur le thème « Syndicalisme et création d'activités », le week-end dernier.

« Nous savons bien que les grands groupes créent de moins en moins d'emplois et qu'ils ont même de plus en plus tendance à en supprimer. Aujourd'hui le maintien du tissu industriel régional passe par la création de petites entreprises... »

Si l'on comprend bien, la CFDT-Aquitaine, estimant l'abolition de l'exploitation patronale utopique, juge plus censé de transformer tous les salariés, progressivement, en patrons... Mais c'est une vraie révolution !

ENTRE JEANNE D'ARC ET DORIOT

Comme chaque année, les différentes familles du fascisme français s'étaient donné rendez-vous le 11 mai, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc. Des héritiers des Camelots du roi aux émules de Pétain, en passant par le Front national, les sectes intégristes et les nazillons étudiants du GUD, il ne manquait presque aucun des nostalgiques de ces temps bénis où Hitler, Mussolini et Franco dominaient l'Europe.

Le parti de Le Pen tint évidemment la vedette, avec ses trente-cinq députés et son cortège plus important que les années précédentes. Ce fut l'occasion pour le caudillo du front de donner à ses diatribes xenophobes et anti-immigrés une tonalité directement inspirée de la littérature des

ligues de l'entre-deux guerres. On l'entendait ainsi exalter la « *terre, martyre et sainte de la patrie* » et ses appels « au peuple pour rejeter les envahisseurs ». Entendez les étrangers.

Au-delà de ses aspects folkloriques, cette grande parade est un nouvel indice des capacités de mobilisation nouvelles de l'extrême droite. Ce qui ne peut manquer d'inquiéter, à un moment où la gauche et le mouvement ouvrier ont tendance à déserter la rue. D'autant que les armées — ou les ex-amis, mais où passe la frontière ? — des manifestants du 11 mai occupent en nombre les cabinets ministériels. Ce fut d'ailleurs le mérite des crânes rasés du GUD de le rappeler, en interpellant le ministre de l'Industrie : « *Madelin, paye ta coïse* ».

COURTS... METRAGES



LA PRESSE SEXISTE

En 1986, 25 % des cartes de journalistes sont attribuées à des femmes (il y en avait 15 % en 1966) ; donc la féminisation de la profession est réelle même si elle n'est pas très rapide.

Mais alors que 14,3 % des hommes journalistes sont à des postes de rédacteur en chef, seules 8,6 % des femmes occupent un tel poste de responsabilité.

Enfin, elles restent surtout « pigistes » à 42 % ! Entre les ambitions et la réalité, le sexisme au quotidien... C'est les chiffres que publie l'Association des femmes journalistes (AFJ). Elles aussi s'organisent.

LA PINOCHET DE LOUVIERS

Madame Proust, maire de Louviers, vient d'interdire les réunions politiques et « idéologiques », hormis pendant les campagnes électorales. Moyen très simple : elle refuse d'attribuer toute salle de réunion. C'est un droit élémentaire de la Constitution qui elle tente ainsi de nier.

Samedi 3 mai, une quarantaine de personnes sont venues tester la volonté du maire devant la salle de la Maison des syndicats. Le concierge avait bien reçu l'interdiction de « donner la clé ».

Une manifestation massive et publique de protestation devait avoir lieu le 13 mai dans la cour de la mairie, à l'appel de SOS-Racisme, de la FEN, de la CFDT, de la CGT, des élus municipaux du Comité d'action de gauche ainsi que du PS, du PC, de la LCR... Objectif : faire mordre la poussière à cette « Pinochet au petit pied ».

VOUS AVEZ DIT DEMOCRATIE ?

La démocratie a fait un grand pas en avant puisque le week-end dernier a permis aux dirigeants de l'UDF et du RPR d'essayer de se mettre d'accord sur le charcutage des circonscriptions électorales.

Des naïfs pourraient penser que le débat au couteau auquel ils se sont livrés portait sur la question de savoir quel mode de scrutin permettrait la meilleure représentation du corps électoral. Il n'en fut rien. Le seul problème des deux partis est de s'octroyer le maximum d'élus possible. Mais comme ils sont concurrents, ça n'est vraiment pas facile. Et dire qu'il y a encore des gens pour croire au caractère totalement démocratique de nos élections...

A EN PLEURER

IN MEMORIAM

Ils sont gentils, les sociaux. On leur dit : « *Faut faire des banquets pour l'anniversaire du 10 mai* », ils font des banquets. On insiste : « *Faudra bien souhaiter que Tonton soit candidat une deuxième fois* », ils en rajoutent. On leur suggère qu'un mandat présidentiel à cinq ans ce serait pas mal non plus, ils lèvent le verre à la santé du quinquennat.

Mais, ne leur demandez pas de défendre un programme, on n'en est plus là. Même le dimanche et les jours de fête, on ne pense plus au socialisme. On gère. Si on se permet de rêver, c'est à la carrière de Gaston : quel chapeau entre les oreilles ! Au moins, il ne manque pas de dauphins... à moins que ce ne soit des requins, ou des batraciens, tant ils savent grenouiller. Pezet le pour et Pezet le contre, Sammarco priez pour nous, Cordonnier est maître chez lui, Irma la douce, j'en passe et des pires. De la grande politique.

Heureusement, Jack a pris langue avec Séguela : ils se sont mis à plusieurs pour trouver « *Allons z'idées* ». Enfin, un mot d'ordre clair, qui nous touche au cœur. Comme toujours, les imbéciles s'interrogent : pourquoi pas ? « *Ma main sur la commode* », ou bien « *Libellule et Papillon* ». Les abrutis ! Les nuls ! Les archaïques ! Ils s'attendaient peut-être à voir « *Vive le prolétariat mondial* » sous la trônche de Jack Lang ?

Non, laissez-vous aller à la modernité. Soignez le look, surtout si vous n'avez pas de z'idées. Gaston, il avait trouvé un truc : le chapeau. Il vous reste le mirilton. Au fait, savez-vous pourquoi Gaston s'appelait Defferre ? Parce que Gaston Deverre, ça n'aurait pas supporté la transparence. Amusant, non ?

Nicolas Jeanson

UNE LETTRE DE R. FORNARI

Comme le reste de la presse, nous avons reçu de Roland Fornari, président de Radio Mouvance, une lettre de protestation contre la saisie dont sa station a été victime. Nous en reproduisons ici quelques extraits.

Paris, le 28 avril 1986.
Comme sous la gauche, aujourd'hui on nous saisit de nouveau l'émetteur, sans toutefois nous enlever les idées. Penser que la raison du plus fort n'est pas toujours la meilleure, est-ce un crime, Monsieur le Président ?

Radio Mouvance est le sanctuaire du droit d'asile de la parole où la raison d'Etat n'a-bille pas forcément l'information, Monsieur Pandraud !

Informé de la lutte du peuple palestinien et nicaraguayen ; dénoncer les bombardements de Tunis et de Tripoli ; mettre en doute la légitimité de la dette extérieure des pays pauvres ; donner la parole aux immigrés, aux isolés, aux chômeurs ; protester contre la restauration d'un ordre moral et sécuritaire au service du profit où les droits de l'homme s'inscrivent au registre de la politique atlantique, est-ce du terrorisme ?

La loi garantit l'ordre public, dites-vous ? Mais l'ordre public n'est qu'un ramassis de lieux communs, véhiculés par l'opinion publique.

Troubler l'ordre public ne signifie que troubler l'opinion publique, et en faire un délit, c'est en faire un délit d'opinion publique.

Notre monopole des libertés s'obtient en posant des bâillons et en frappant d'anathème les porteurs de micros ou de plumes (...).

COURTS... METRAGES



Réunion publique sur le nucléaire organisée par les fédérations parisiennes de la LCR
Jeudi 22 mai, à 20 h 30
à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris
Avec L. Aguirre et J.-P. Deléage

STAGE D'ETE DE LA LCR DANS LA REGION PARISIENNE

La LCR organise cet été un stage de formation d'une semaine dans la région parisienne. Ouvert à tous et à toutes qui s'intéressent aux positions défendues par la LCR, ce stage aura lieu du 28 juin au 5 juillet.

Parmi les thèmes qui seront traités : le PS et la social-démocratie ; le stalinisme et le PCF ; les révolutions en Amérique centrale ; la lutte antibureaucratique dans les pays de l'Est ; les origines de l'oppression et la lutte pour la libération des femmes ; le racisme et la montée du Front national ; la LCR et la construction d'un parti révolutionnaire en France ; la IV^e Internationale.

Les lecteurs et lectrices de *Rouge* désirant participer au stage, dont le prix est de mille francs tout compris, peuvent remplir le bulletin ci-contre, en joignant deux cents francs d'arrhes (chèques à l'ordre de la LCR) et l'envoyer à LCR-Formation, 9, rue de Tunis, 75011 Paris. Pour tous renseignements complémentaires, appelez le 43 67 62 62.

Des stages similaires seront organisés par la LCR dans d'autres régions. Pour se renseigner, écrire au journal.

BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Professions : _____
Lieu d'emploi : _____
Syndicat : _____
Responsabilité syndicale : _____
En contact avec la LCR : _____ Age : _____
Sans contact avec la LCR : _____ Sexe : _____

— Une crèche-garderie peut être organisée pour les enfants.
— Je viens avec _____ enfants, âgés de : _____
— On peut me téléphoner au numéro : _____
de _____ h à _____ h.

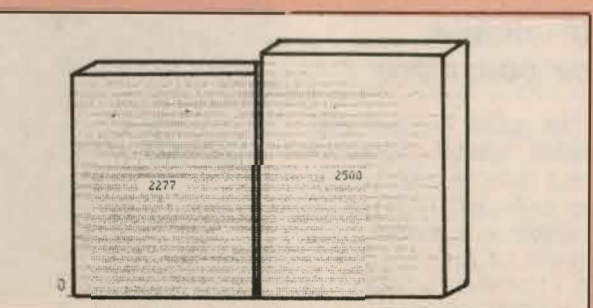
ÇA Y EST PRESQUE

Près de 2 300 abonnements militants rentrés cette semaine. Avec un peu de retard, nous touchons donc l'objectif que nous nous étions fixés. C'est la preuve, qu'avec un peu d'effort, il était aisément atteignable.

Mais il ne faudrait pas, à présent, relâcher la vigilance. La période des congés arrive et, traditionnellement, elle se traduit par une chute des ventes de la presse. Pour les journaux qui couvrent leurs dépenses grâce à 70 % de recettes publicitaires, cette chute est sans gravité. Mais pour nous, qui ne vivons que du soutien de nos lecteurs, il en va tout autrement. Il faut donc redoubler d'efforts pour permettre à votre hebdomadaire favori de continuer à vous servir.

Les 10 et 11 mai, une conférence nationale a réuni un certain nombre de diffuseurs de *Rouge*. Elle a permis de faire un premier bilan de la nouvelle formule, de discuter des problèmes rencontrés dans la vente, d'échanger les expériences des villes présentes. A cette occasion ont été évoqués diverses initiatives pour les prochains mois. La première, un numéro spécial consacré au cinquantième anniversaire de Juin 1936, à paraître le 5 juin.

Une occasion de relancer les ventes de masse, de réunir les lecteurs, d'en prospecter de nouveaux. Nous vous donnons, la semaine prochaine, plus de précisions.



« ZONE DENUCLEARISEE »

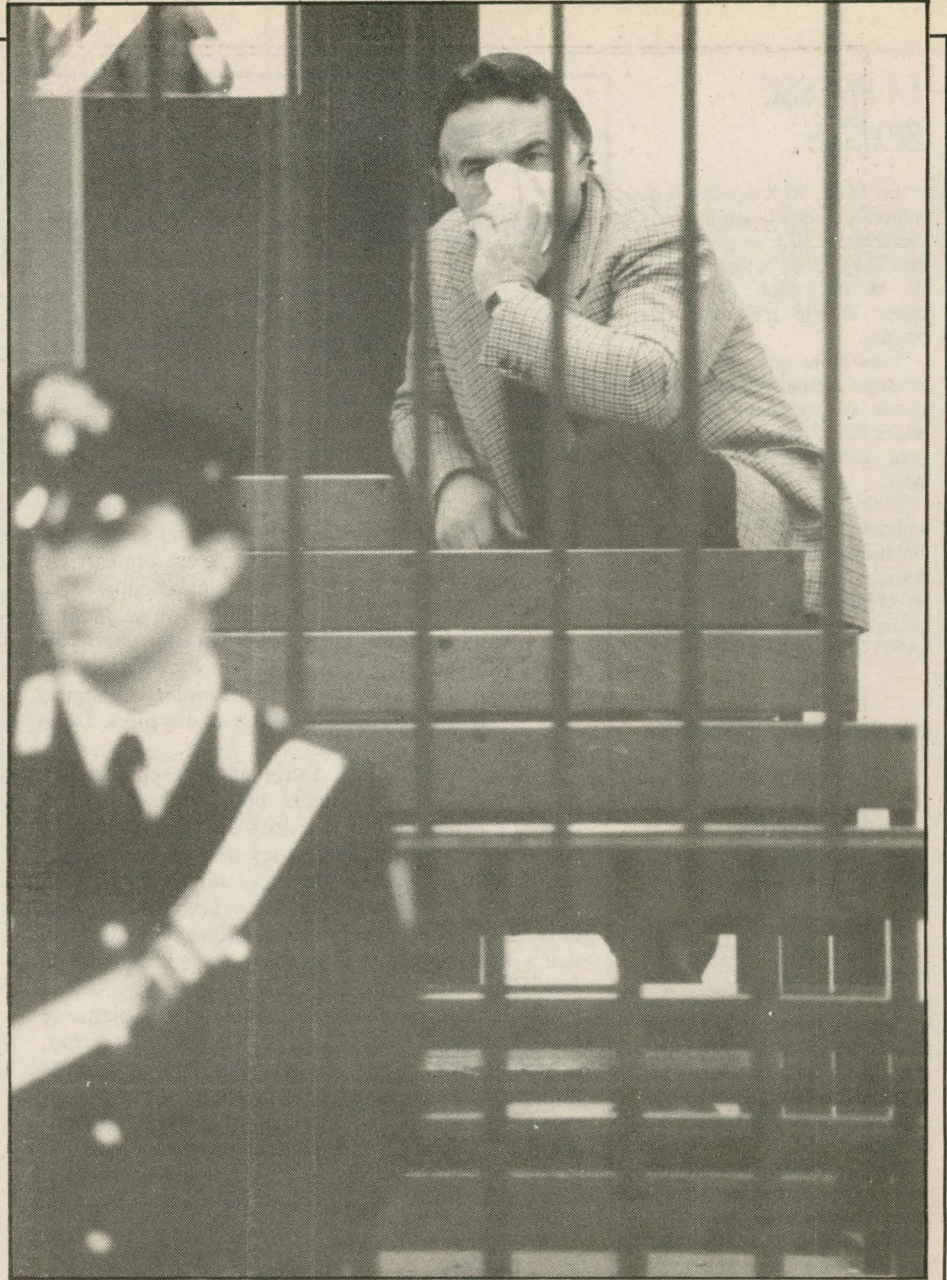
Au conseil municipal de Saint-Etienne-du-Rouvray, Michèle Ernis, élue LCR, a proposé que la commune soit déclarée « zone dénucléarisée » et

que soient interdits de passage sur son territoire tous les transports de déchets radioactifs et de produits à haut risque. Les voies routières et ferroviaires entre Paris et Rouen en direction des centrales de la côte normande pourraient ainsi être perturbées. Mais le conseil n'a pas daigné en discuter. Par ailleurs, plusieurs dizaines d'antinucléaires ont manifesté le 7 mai, à Rouen, à l'appel des Verts et des JCR.

Le troisième camp international de jeunesse se tiendra du 12 au 20 juillet, en Corrèze. Le prix du séjour est de 500 francs. Il est d'ores et déjà possible de s'y inscrire, en versant 250 francs d'arrhes et en communiquant vos nom, prénom et adresse aux JCR, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.



L'intransigeance apparente de l'Etat italien dissimule bien des secrets.



La Camorra aime par dessus tout la discrétion.

MAFIA, L'ARBRE

QUI CACHE LA FORET

Un maxi-procès pour un mini-résultat : l'inculpation des quelques chefs de clan qui comparaissent à Palerme permet de passer sous silence les vrais responsables du système de la Mafia.

La magistrature italienne n'en finit pas de parader. Elle est toute fière et la presse la caresse dans le sens du poil. Pour les juges et les journalistes, le maxi-procès qui s'est ouvert à Palerme le 10 février dernier représente un saut qualitatif dans la lutte contre la Mafia. D'abord parce qu'il s'agit du plus grand procès qui se tienne sur les lieux du crime (d'autres procès incriminant des Palermitains ont eu lieu dans d'autres villes sous prétexte que dans la capitale sicilienne la justice n'aurait pu s'exercer sereinement). Ensuite parce que ce procès monstre serait la preuve que l'Etat a décidé d'intervenir globalement et directement contre la Mafia.

Un nuage de poussière

Le grand nombre d'inculpés semble accréditer cette thèse et pourrait laisser croire que le procès de Palerme va permettre d'atteindre ce que l'on appelle le « troisième échelon », à

savoir les chefs des réseaux illégaux. Mais à y regarder de plus près, on déchanté un peu.

Il faut avant tout savoir que ce procès n'aurait pu se tenir sans les révélations des repentis. Ensuite, la police et la magistrature ont cru que ces repentis leur permettraient d'infiltrer une Mafia travaillée par les contradictions internes et dé-

chirée par des luttes de clans (voir article ci-contre). C'était une vision simpliste. En quelque sorte, la justice pensait pouvoir réutiliser sur le terrain du gangstérisme les méthodes adoptées pour lutter naguère contre les Brigades rouges. Mais — et c'est d'ailleurs un démenti à tous ceux qui estiment qu'il existe des liens étroits entre les mi-

lieux terroristes et les milieux mafieux — c'est une chose que de créer une législation contre les Brigades rouges, c'en est une autre de croire que cette législation va avoir raison d'une réalité nichée dans les institutions italiennes. La Mafia est en effet rattachée à la Démocratie chrétienne et ses partis satellites. Elle s'enracine dans les structures écono-

miques et touche de façon indifférenciée un grand nombre de couches sociales.

Du coup, les révélations des repentis n'ont fait que soulever un nuage de poussière au regard des résultats concrets, c'est-à-dire du nombre d'accusés. Et leurs confessions ont plutôt servi à légitimer un système de procès qui occasionne de véritables monstruosité juridiques. Les mesures et les procédures adoptées dans ce contexte sont anormales pour un Etat qui se veut un Etat de droit. Et tout ceci se passe sans que personne ne bronche. Ainsi, on a récemment assisté à la création d'un groupe d'intervention dirigé contre la Mafia calabraise. Ce groupe, conduit par le préfet Boccia, est autorisé à utiliser les services secrets !

Tout ce déploiement de forces accrédite la thèse selon laquelle l'Etat italien, exempt de toute contamination mafieuse, se livrerait corps et âme à l'éradication de ce fléau. Les indices sur les connections entre la

Tranquille quant à l'aboutissement ?



COUP DE BLUFF

Quinze mois d'audience, 474 accusés, 1 000 chefs d'accusation, des millions de dollars dépensés pour le procès. Mais la Mafia, elle, continue de sévir.

Mafia et la politique ne manquent pourtant pas, l'affaire de la Loge P2 les avait déjà révélées. Ces liens sont également mis en lumière par la personnalité de certains des accusés.

Ainsi, Giuseppe Calo, dit Pippo, qui avait la haute main sur le quartier palermitain de Porta Nuova, est aussi un agent des services secrets. Déjà mis en cause en 1973 par le tout premier des repentis, Leonardo Vitale, Pippo a malgré tout été laissé en liberté à Rome où il a pu tisser un réseau de relations qui rassemble des nervis fascistes, des hommes d'affaires de renom et... des dirigeants des services secrets italiens. Sa présence au banc des accusés ne signifie pas qu'il ait perdu ses protections. Les déclarations qu'il serait susceptible de faire représenter en effet une véritable épée de Damoclès pour les notables qu'il pourrait mettre en cause. Du coup, ceux-ci ont déjà monnayé son silence.

Parmi les accusés figurent aussi les cousins Salvo, gabelous¹ bien connus en Sicile. Leur activité frauduleuse avait déjà été dénoncée par le brigadier de Salemi en 1965. Leurs appuis dans la Démocratie chrétienne leur ont malgré tout facilité une irrésistible ascension sociale. La mort récente de Nino Salvo rend plus légères les charges qui pèsent sur les épaules des gabelous dont les responsabilités risquent en outre d'être diluées au milieu de ce procès monstre. La justice doit traiter pas moins de mille chefs d'accusation !

Un monstre enraciné

Au vu de ces prémisses, les résultats du procès risquent d'en décevoir beaucoup. Si des têtes devaient tomber, elles seraient remplacées par d'autres, encore plus voraces, vu les nombreuses ramifications de la Mafia. Les chantages réciproques auxquels se livrent la Mafia et les institutions permettent de penser que le verdict ne touchera qu'un milieu réduit.

Dans ce contexte, la présence aux audiences des maires des principales villes d'Italie ajoute à la confusion. Elle tend à faire croire à une unité nationale face à la soudaine urgence de la lutte anti-Mafia, alors que la nécessité de lutter contre ce fléau ne date pas d'aujourd'hui. Quarante ans d'hégémonie démocrate-chrétienne, quarante ans de profits et de spéculations ont produit ce monstre dont aucune action judiciaire ou

institutionnelle ne peut avoir raison. Seule une mobilisation sociale pourrait en venir à bout.

Les manifestations qui se sont tenues à l'ouverture du procès démontrent, *a contrario*, l'urgence d'une telle mobilisation. Des travailleurs sont venus au palais de justice avec des pancartes soutenant l'ex-maire de Palerme, Ciancimino, aujourd'hui dans la boîte des accusés.

Le Parti communiste est incapable pour l'heure de proposer des luttes crédibles aux Italiens du Sud, des luttes qui posent clairement le problème du chômage². La Mafia, en raison de son enracinement, risque ainsi de devenir la seule référence ; elle fonctionnera comme le seul bureau de placement, et du même coup de sélection sociale rigide ! Déjà, les manifestations de Palerme avaient eu un précédent. Il y a quelques années, des travailleurs de Reggio Calabria étaient descendus dans la rue pour se solidariser avec leur patron mafieux. Alors que la Mafia montre qu'elle sait avoir une lecture matérialiste de la réalité, qu'elle sait drainer les gens autour d'elle, les directions du mouvement ouvrier, elles, révèlent leur pusillanimité et sont incapables de proposer une alternative de fond aux travailleurs. Conséquence pour la grande masse des chômeurs : la soumission au quotidien. Voilà pourquoi, quand un secteur de la société se lance dans la dénonciation de la Mafia, ses appels résonnent dans le vide. Le cardinal Pappalardo en a récemment fait l'expérience.

Quelle que soit l'issue du procès, c'est bien sur le terrain économique et social que se situe le véritable enjeu. Le procès doit sanctionner les responsables. Cela n'empêchera pas que les réponses au problème de la Mafia devront venir d'autres secteurs de la société. Sinon, en dépit des difficultés qui frappent la Démocratie chrétienne aujourd'hui, la Mafia risque bien d'asseoir encore plus son hégémonie.

Pino Siclari

1. Gabelou : nom donné à ceux qui, à la faveur du régime d'autonomie fiscale dont bénéficie la Sicile, sont autorisés à lever les impôts.

2. Le taux de chômage en Sicile est de 16 %, et la tentation est grande pour les jeunes d'accepter les emplois au noir de la Mafia. Pourtant, à long terme, les activités mafieuses ne peuvent être créatrices d'emplois, la majorité de ses profits étant réinvestie dans des opérations de pure spéculation ou à l'étranger.

Palerme vit en état de siège depuis trois mois déjà. Le palais de justice, transformé en forteresse, est fréquemment survolé par des hélicoptères de l'armée. Autour, des militaires bardés de gilets pare-balles patrouillent les rues avoisinantes et les chars d'assaut gardent les entrées de la cour.

La justice italienne a le goût de la mise en scène ; ce que l'on appelle le « maxi-procès de la Mafia » en est la preuve. Ce procès, qui a commencé le 10 février, est le fruit de trois années d'enquête et n'aurait pu se tenir sans l'étroite collaboration de deux mafieux repentis, Tommaso Buscetta, ex-pont de la Mafia palermitaine, et Salvatore Contorno, dit Toto, lui aussi de Palerme.

Leurs confessions ont permis un vaste coup de filet. 467 personnes figurent au boxé des accusés ; plus de trois cents d'entre elles sont inculpées de trafic de drogue, racket et meurtres, dont celui du général Dalla Chiesa, préfet de Palerme, assassiné en septembre 1982 pour avoir ouvert la chasse aux mafieux.

L'état de siège

Une fois les chefs d'accusation établis, la justice et l'Etat italien ont décidé de frapper un grand coup ou à tout le moins de frapper les esprits. Ils n'ont pas lésiné sur les dépenses. Les procédures de ce procès, qui ne se finira pas avant l'été 1987, vont coûter plus de cent millions de dollars. Une sorte de tribunal de haute sécurité a été spécialement construit pour l'occasion. Coût de l'opération : dix-neuf millions de dollars.

Malgré ce déploiement de fastes, la plupart des juges eux-mêmes sont convaincus que ce coup de force judiciaire ne servira pas à grand-chose. Déjà, le maire de Palerme, Leoluca Orlando, qui prétend être au premier rang des anti-Mafia, s'est fait remarquer en déclarant, le 10 février : « Ce procès n'est qu'un début. On juge aujourd'hui non pas la Mafia, mais une partie de la Mafia de Palerme uniquement. » D'ailleurs, d'autres procès devraient suivre. En juillet 1987, toujours à Palerme,

deux cent cinquante autres accusés comparaitront, notamment l'ancien maire de la ville, Vito Ciancimino, pour les mêmes chefs d'accusation.

Un florissant commerce

Pour l'heure, le gros des accusés n'est que du menu fretin. Et derrière les barreaux des immenses cages réservées aux accusés, on ne repère pas plus de trois ou quatre gros pontes. La plupart des figures clés de la Mafia palermitaine ont réussi à prendre à temps la poudre d'escampette et courent à l'air libre des jours heureux. C'est le cas d'un dénommé Michele Greco que le repenté Buscetta a identifié comme le chef suprême de la Mafia. C'est cet homme qui dirigerait le collège des douze « boss » qui contrôlent et maîtrisent les chefs de clan siciliens. De l'aveu même de l'un des juges : « Ce n'est pas cette fois que la justice réussira à couper la tête du serpent. » Et pour cause ! En trois ans de travail, l'instruction n'a pas réussi à faire tomber les hommes politiques ou les hommes d'affaires de renom qui couvrent ce réseau d'activités illégales.

Quelques gros poissons jusque-là mieux protégés se retrouvent, malgré tout, pris dans les mailles du filet. Luciano Liggio par exemple, âgé de soixante et un ans, passe pour le chef du clan Corleone. Il est accusé d'être un membre de la Mafia (ce que le Code pénal italien qualifie de crime depuis 1982), d'avoir commandité quatre meurtres et d'être l'un des orchestrateurs du trafic de drogue. A ses côtés se trouve Giuseppe Calo, dit Pippo. C'est l'homme, âgé de cinquante-cinq ans, serait le caissier de la Mafia. Il doit sa fortune à l'argent du trafic de stupéfiants qu'il a réinvesti dans plusieurs affaires d'import-export apparemment légales. L'un de ses compères, Tommaso Spadaro, plus jeune, est inculpé pour avoir transféré sur un compte en Suisse pas moins de six cents millions de dollars. Une somme faramineuse qui n'est jamais que le fruit de deux ans de vente d'héroïne (entre 1981 et 1983) aux Etats-Unis.

Tous ces accusés représentent en fait la génération d'après-guerre de la Mafia, celle qui a abandonné les traditionnels trafics (prostitution et racket) pour des opérations plus sophistiquées. Les Liggio, Pippo et autres ont commencé leur carrière en faisant de la contrebande de tabac. Puis, à la faveur du boom économique des années cinquante, ils se sont lancés dans le bâtiment. Intimidations, chantages, pressions sur les autorités politiques, tout leur a été bon pour décrocher de gros contrats de construction et ravager les côtes siciliennes.

Mais ce n'est qu'après le début des années soixante-dix que Cosa Nostra (nom de la Mafia palermitaine) a connu son plus florissant

Mais ce tournant vers la drogue n'a pas été sans provoquer de sérieuses tensions au sein de la Mafia. Ce trafic, bien plus lucratif que les précédents, a été pris en main par les plus jeunes générations. Les vieux chefs de clan se sont crus évincés. En même temps, une partie de la *manovolanza*, ceux qui se louent de temps à autre à la Mafia pour exécuter ses basses œuvres, s'est mise à dealer pour son compte. Ces rivalités ont débouché sur une guerre de gangs sans précédent qui a dû faire plus de trois cents morts entre 1981 et 1983.

C'est ce carnage qui a suscité des vocations de repentis. Tommaso Buscetta a perdu plusieurs membres de sa famille dont deux fils. Et il a choisi de faire passer sa



Une magistrature qui est loin d'être au-dessus de tout soupçon.

commerce : celui de la drogue. Après le démantèlement de la *french connection* et la chute des caïds de Marseille, Palerme a pris le relais. Et la capitale sicilienne est devenue le point de passage obligé pour la morphine base en provenance du Croissant d'or (Pakistan, Afghanistan et Iran). C'est à Palerme qu'ont été réinstallés les meilleurs centres de raffinage et les meilleurs réseaux d'exportation vers les Etats-Unis. Le département d'Etat américain contre la drogue estime que 50 % de la drogue consommée dans l'ensemble du pays provient de Sicile. Il dénonce la « pizza connection », l'entrée de l'héroïne étant facilitée par les tenanciers de pizzerias sur la côte est.

vendetta par les dédales de la justice. Au cours de l'été 1984, il s'est rendu à la police pour tout débarrasser. Depuis, il bénéficie d'une protection sans précédent, de même que Contorno. Ils sont pour l'instant gardés au secret. La police ne les amènera à Palerme que vers la fin juin, daté de leur citation à comparaître. Cette intimité forcée entre les repentis et leurs gardiens permet bien sûr de préserver leur intégrité physique. Mais c'est aussi un moyen d'éviter que certaines de leurs confessions ne fassent trop de vagues et brisent une *omerta* bien plus forte que celle qui protège la Mafia : cette loi du silence qui laisse impunies les plus hautes sphères de l'Etat.

F.C.

COUP FOURRE GOUVERNEMENTAL

Deux mois après l'annonce du plan « tropical » anti-inflation, appelé « pacotao », Roque Aperecido da Silva, chercheur et membre de la Centrale unique des travailleurs fait le point sur la situation du mouvement syndical brésilien.

□ *Peut-on dire que le « pacotao » est un plan d'austérité comme les autres ?*

Roque Aperecido da Silva — Pas exactement. Il cherche à réorganiser de manière globale l'économie. Il a porté des coups importants aux secteurs de la spéculation financière. Mais il a surtout attaqué les travailleurs. Les salaires ont été gelés à leur niveau des six derniers mois. En même temps, les prix des produits ont été gelés à leur plus haut niveau, celui des jours qui ont précédé le « pacotao ».

Les travailleurs ont donc vu diminuer leur pouvoir d'achat. Mais la perte n'a pas été la même pour toutes les catégories. Par exemple, les métallurgistes de Sao-Paulo, de l'ABC¹, d'Osasko qui avaient obtenu une hausse au mois de février, ont perdu moins de 1 % de leur salaire. Alors que les travailleurs des banques, dont les salaires devaient être augmentés à partir du 1^{er} mars, ont perdu beaucoup plus : la hausse ne fut que de 60 % au lieu des 71 % prévus.

Ces différences ont entraînés d'importants contrastes entre les réactions ouvrières. Mais le mécontentement règne dans les secteurs les plus mobilisés du syndicalisme brésilien, comme les métallurgistes de l'ABC et même les travailleurs des banques.

□ *On dit que les syndicats seraient restés paralysés devant le succès populaire du plan...*

R. A. da S. — Au début, l'impact du plan était trop fort. Jusqu'au mois de février, après quatre mois d'une inflation sans cesse plus élevée, l'incertitude de la population était extrême. Les travailleurs ne connaissaient ni le niveau d'inflation du mois suivant ni si leur salaire serait suffisant pour vivre. A partir du matin du 28 février, date de l'annonce du plan, tout le

monde a su qu'il n'y aurait pas d'inflation — au moins pour quelque temps — et que les salaires seraient maintenus pendant une certaine période. A cela s'est ajouté l'appel du président de la République à la participation populaire au contrôle des prix. Les effets furent incroyables : partout la mobilisation, les gens contrôlant les supermarchés à l'aide de la liste des prix gelés.

La presse a développé une intense propagande de soutien à cette mobilisation pour le contrôle des prix. D'abord, nous avons tous été paralysés par la surprise. Le mouvement syndical ne comprenait pas ce qui se passait exactement. Comme la réaction de presque toute la population était favorable, on ne pouvait pas dénoncer d'emblée le caractère antipopulaire du plan.

Le pire fut à mon avis que tout ait été imposé au pays par un décret, sans aucune participation préalable de la population. Jusqu'au 26 février, sept personnes seulement savaient ce qui devait se passer deux jours plus tard. Le 28, le gouvernement est intervenu, à la télévision et sur toutes les radios, pour annoncer les mesures, en passant par dessus les partis et les organisations syndicales.

□ *Comment essayez-vous d'organiser la riposte au « pacotao » ?*

R. A. da S. — Après deux ou trois jours a enfin débuté une discussion au Département d'investigations économiques, sociales et statistiques (DIESE), un institut de recherche du mouvement syndical. Les techniciens se sont réunis pendant trois jours et trois nuits pour étudier ce que comportait le pacotao.

Les problèmes les plus évidents concernent les salaires. Et il convient de mobiliser les travailleurs les moins organisés, pour contrecarrer cet approfondissement des différences à l'intérieur de la classe ouvrière.

□ *Comment se construit dans ces conditions une centrale syndicale comme la CUT ?*

R. A. da S. — La CUT est sans doute la centrale principale, celle dont les capacités de mobilisation sont les plus importantes. Je m'appuie sur des données officielles : en 1985, six millions cent douze mille travailleurs ont fait grève. 60 % des conflits étaient dirigés

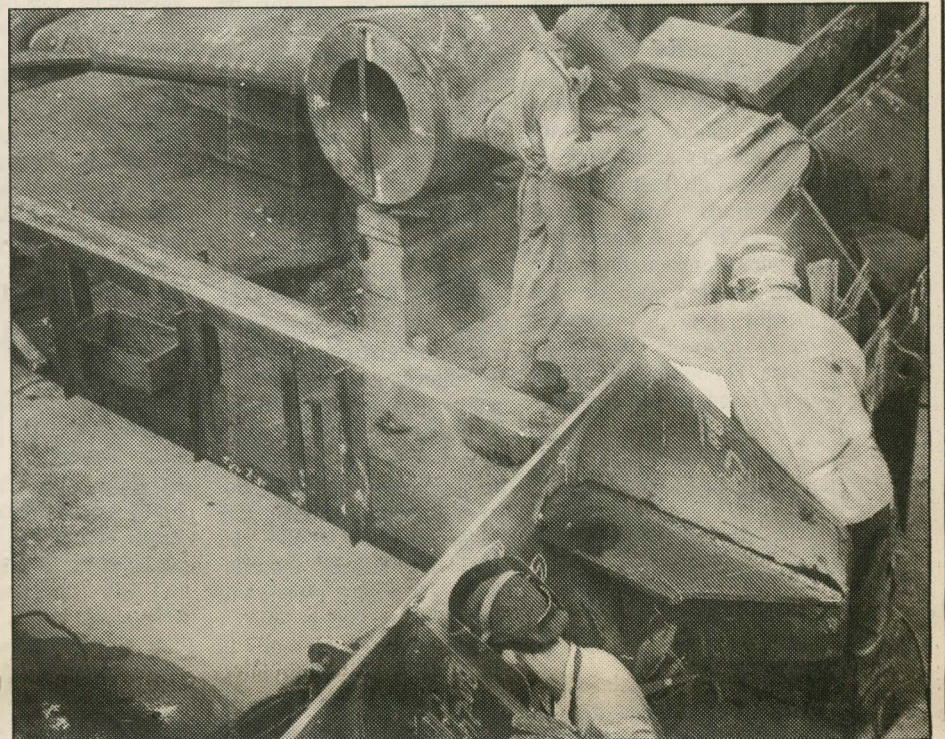
exclusivement par la CUT. Pour les 40 % restant, la CUT a également participé à leur organisation.

Nous sommes dans une période de transition. Nous ne savons même pas quel sera le rôle reconnu au mouvement syndical dans la nouvelle Constitution. Il faut en effet savoir que la législation du travail est presque une copie de la Carta del Lavoro mussolinienne. Le gouvernement intervient dans les syndi-

cats, en destitue les dirigeants. Nous voulons que cela cesse. Pour nous, le syndicat doit être un instrument de combat, permettant aux travailleurs de faire avancer leurs revendications et contribuant ainsi au changement de la société.

Propos recueillis par Maria Silva et Sophie Joanny

1. ABC : secteur industriel qui entoure Sao-Paulo.



AFRIQUE DU SUD

LA FETE DE LA GREVE

C'est la première fois depuis vingt-cinq ans que les travailleurs organisent une grève générale de cette importance.

Le 1^{er} Mai n'est pas un jour férié en Afrique du Sud mais cela n'a pas empêché plus d'un million et demi de travailleurs de débrayer justement pour exiger que ce jour soit un congé payé par les entreprises. C'est la plus grosse grève générale qu'ait jamais connue le pays, titre le *Weekly Mail*. Ce débrayage ne s'est pas déroulé sans incident. Six des seize meetings auxquels appelait le Cosatu ont été interdits par la police, mais à Port Elizabeth, les syndicats n'ont pas baissé les bras ; la réunion publique a eu lieu lundi et les ouvriers étaient appelés à faire grève jusqu'à cette date. Partout où les rassemblements ont pu se tenir, des dizaines de milliers de personnes sont venues. A Durban, où la police a tiré sur la foule et tué un jeune homme, on a vu plus de cent mille personnes dans les rues. C'est là aussi qu'on

a enregistré la plus grosse manifestation : soixante mille personnes au même endroit à la même heure. Toutes les régions n'ont évidemment pas été touchées au même degré par la grève, mais à l'exception de la région est du Cap, entre 80 et 100 % des Noirs ont débrayé ou sont restés chez eux. Dans les mines, où le porte-parole de la Chambre des mines veut à tout prix que le mot d'ordre ait à peine été respecté, il y avait en fait, de source syndicale, deux cent dix mille travailleurs en grève. Les Noirs n'ont pas été les seuls à suivre ce mouvement, l'Association des chambres de commerce (Assocom) a noté que 80 à 100 % des petits commerces, en majorité tenus par des Indiens, ont baissé leur rideau.

Le mouvement de masse a le 1^{er} Mai continué sur la

1986. Plus d'un demi-million de journées de travail ont déjà été perdues au cours de ces trois premiers mois. Et dans les secteurs miniers, il y eu plus de grévistes que lors des conflits de 1984 et 1985. Le prochain mois devrait également être une période d'intense activité. Les 16, 17 et 18 juin marqueront le dixième anniversaire de Soweto ; il se pourrait qu'à cette occasion le Cosatu organise une nouvelle grève générale de façon à soutenir les écoliers noirs. Ces derniers, qui avaient interrompu le boycottage scolaire l'an dernier, se préparent à une nouvelle action nationale à la même date. Enfin, début juillet se négocieront, dans la métallurgie et les mines, des hausses de salaire, où le rapport de forces sera évidemment nécessaire.

F. C.

"VOUS DEVEZ REPRENDRE VOTRE BATON DE PELERIN"

Jean-Marie Tjibaou, Léopold Jorédié et Yéwéné Yéwéné, tous trois présidents de région viennent d'achever un séjour de dix jours en France ; la LCR a rencontré la délégation du FLNKS, l'occasion de faire avec Jean-Marie le point sur la situation en Kanaky et sur la solidarité.

□ Quelles sont tes premières analyses du projet de loi de Bernard Pons ?

Jean-Marie Tjibaou — Ma première impression, c'est que le discours qu'il a fait à Nouméa est un discours réactionnaire. Ses propositions nous font revenir à la case départ. Notre revendication d'indépendance n'est plus reconnue. C'est une remise en question fondamentale de ce que nous avons obtenu par notre lutte.

Le projet de loi se veut astucieux, il conserve les régions, mais transfère leurs compétences économiques et financières au haut-commissaire, sous le contrôle du congrès qui est dominé par une majorité coloniale. Ce que nous voulons faire comprendre à la nouvelle majorité, c'est que nous nous sommes engagés dans le cadre prévu par Pisani parce qu'il prévoyait le processus d'autodétermination.

Aujourd'hui, Pons répète partout qu'après le référendum d'autodétermination il nous concoctera un bon petit plan d'autonomie interne. Il agit comme un bon patron colonial qui pense et propose pour ses nègres. Seulement nous, nous nous sommes battus contre le statut d'autonomie interne de Lemoine en 1984, ce n'est pas pour baisser les bras face aux propositions de ce monsieur. Nous demandons l'application pure et simple du statut Pisani. Parce que ce statut n'est pas venu de la bonne volonté des socialistes. Nous l'avons obtenu par nos luttes, par notre boycottage du 18 novembre, par nos morts. Nous avons perdu quatorze camarades depuis, dont Eloi Machoro.

□ Tu es donc venu dire au gouvernement que le nouveau plan, tel qu'il est, est inacceptable ?

J.-M. T. — Oui, il est inacceptable. Mais il y a eu plusieurs textes. Il y a d'abord eu le discours de Pons, puis un texte à la mi-avril, enfin un dernier texte proposé le 24 avril. A chaque fois les choses évoluent un peu.



Jean-Marie Tjibaou, le 9 mai, lors de sa visite au siège de la LCR.

luent un peu. Et je ne désespère pas que le texte qui sera soumis à l'Assemblée nationale, soit un peu meilleur. Mais ça, c'est mon refus de prendre en considération le fait que la droite peut nous faire des sourires par devant et nous casser les reins par derrière.

Les contacts que nous avons eus ici nous ont donné une idée de ce qu'est cette nouvelle majorité. D'abord, elle est traversée par des conflits internes. Ensuite se retrouvent en son sein plusieurs présidentiables qui, l'œil rivé sur les élections de 1988, peuvent ne pas avoir envie de faire des vagues dans l'opinion publique. On se retrouve un peu dans la même situation que sous les socialistes qui, avant le 16 mars, voulaient ménager une partie de l'opinion. On a d'ailleurs payé cette situation j'ai peur qu'on ait à payer encore plus cher cette fois-ci. La droite ne fait pas de cadeau.

□ Quelles seront les réactions du peuple kanak si jamais la loi Pons est votée ?

J.-M. T. — Le FLNKS a prévu d'organiser une convention ou un congrès dès que la loi aura été votée pour faire l'analyse de la situation. Nous ne sommes plus en novembre 1984. Il y a en face de nous les paras, des légionnaires qui viennent de Corse, des fusiliers marins et même la

cavalerie pour pénétrer dans les tribus. Il y a aujourd'hui sur le territoire plus d'hommes en armes qu'au moment de l'arrivée de Pisani. Ils sont cinq mille, sans compter les six cents qui viennent encore d'arriver. La quadrillage du terrain est mieux organisé. Et les colons, eux, ne sont toujours pas désarmés. Il y a des risques de dérapages sur le terrain d'autant que la droite a complètement repris en main la police. L'affaire a déjà obtenu ce qu'il a appelé les charrettes, c'est-à-dire le rapatriement des gens qui ont eu des responsabilités sous l'ancien gouvernement. La droite veut nous mater. On va lâcher les chiens.

Le congrès devra donc analyser la situation et définir la stratégie la plus payante, celle qui occasionnera le moins de casse. Les jeunes sont prêts à redescendre tout de suite sur le terrain. Mais il ne faut pas aller au massacre. On peut envisager une stratégie à plusieurs niveaux. Il y a d'abord la situation économique sur laquelle on peut continuer d'agir. Il y a l'action sur le terrain et puis le jeu des institutions même si, jusqu'à présent, ce jeu ne nous a pas apporté grand-chose du point de vue de la reconnaissance de notre lutte. Il nous faut revoir tout cela et décider de ce qui peut en pratique et sans trop de casse faire progresser notre lutte.

□ La mise en place des régions, l'entrée dans les institutions n'a donc pas, selon toi, contribué à démobiliser le peuple kanak ?

J.-M. T. — Le peuple kanak reste très vigilant même s'il y a une apparente démobilisation. Ce que je crois, c'est que la mobilisation pour construire un poulailler, un atelier mécanique ou mettre en place un élevage de bestiaux est de nature différente de celle qui construit des barrages. On ne peut pas comparer. Dans le premier cas, on peut croire que les gens sont démobilisés, mais en fait ils travaillent en petite collectivité en prenant leur temps. Pour faire des barrages, en revanche, il faut être nombreux. C'est une action d'ensemble et en plus il y a l'adversaire en face qui fait monter la pression. Le peuple kanak reste très vigilant et c'est quelque chose qui se vérifiera dès que le FLNKS aura décidé de reprendre l'action sur le terrain. Il faut se souvenir du 18 novembre. Les RG avaient dit à Lemoine qu'il pouvait organiser son scrutin, que personne ne bougerait. Il y a quand même eu les barrages.

Pour les élections du 29 septembre 1985, où le FLNKS avait appelé à participer, 84 % des Kanaks ont voté alors qu'il y a eu très peu de propagande. La capacité du peuple kanak à se mobiliser demeure et c'est d'ailleurs notre atout essentiel qui peut réserver bien des surprises.

□ Il y a malgré tout le risque que Pons prépare un référendum de nature à noyer la revendication kanake. On a même récemment entendu dire que les Kanaks n'étaient pas les premiers arrivants sur l'île et qu'ils avaient été précédés par les Wallisiens.

J.-M. T. — Cela fait partie des agitations permanentes du ministre. Il veut jeter un doute sur la légitimité de

notre lutte. Notre position sur le référendum, il la connaît. Seul le peuple colonisé a à se prononcer sur l'indépendance. Les Français, eux, sont déjà indépendants. Ils n'ont pas à se prononcer. Nous avons déjà dit que le référendum doit être précédé d'une loi électorale. Avec la loi actuelle, la population électorale peut être modifiée à tout moment par le gouvernement. Il y a aujourd'hui cinq mille soldats, le pouvoir peut demain en faire venir dix mille qui voteront dans le sens de la majorité. Cela s'est déjà vu à Madagascar. Cela dit, il y a la place pour une discussion. Nous pouvons accepter d'élargir le droit de vote mais il faudra alors que les conditions soient discutées avec le gouvernement. Autrement, nous ne participerons pas à un référendum qui serait contre-nature.

□ Au cours de ton séjour, tu as rencontré également des organisations de gauche et d'extrême gauche ; qu'attendez-vous de la solidarité ?

J.-M. T. Le temps est venu pour les militants anticolonialistes de reprendre leur bâton de pèlerin. Je pense que la situation chez nous est malheureusement la même qu'ici. Il y a beaucoup d'incertitudes sur les perspectives. C'est un peu le marasme. Je crois que c'est d'abord à nous de nous remobiliser. Mais le rapport de forces nous est défavorable. Avec le déploiement de forces militaires, avec le système de répression qui se durcit et ressemble à celui qui a été mis en place en Algérie, il y a des risques de dérapage. Seule la pression de l'opinion métropolitaine et internationale pourra permettre de les éviter. A l'heure où les présidentielles en France se préparent, cette pression peut éviter que le gouvernement ne joue avec nos vies. La solidarité est un atout essentiel et en plus c'est un grand encouragement pour nous.

Propos recueillis par Alain Krivine

L'INFLUENCE AU SERVICE DES MULTINATIONALES

Créée en 1973, la puissante commission entendait relayer le pouvoir des grands groupes industriels et financiers. Treize ans plus tard, elle n'a rien perdu de son influence.

Nom : Trilatérale. Prénom : Commission. Naissance : octobre 1973 à Tokyo. Nationalité : le « monde libre ». Objectif : « Les hommes qui organisent la commission veulent qu'elle jette un nouveau regard sur les choses. Mais ce n'est pas pour atteindre des buts abstraits... Ils souhaitent susciter l'action ; d'où il résulte qu'ils veulent que la nouvelle institution soit un mariage de l'intelligence et de l'influence¹. »

Derrière cette froide fiche signalétique se cachent trois cent vingt Nord-Américains, Européens et Japonais. Et pas des moindres. Pour eux, l'influence n'est pas un vain mot. La Commission trilatérale est dirigée par un collectif de trois membres. Pour l'Europe, Georges Berthoin, ex-ambassadeur des Communautés européennes. Pour le Japon, Takeshi Watamabe, président de l'Agence japonaise pour le crédit. Et enfin, pour les Etats-Unis, David Rockefeller qui est à l'origine de cette institution.

Barre, un des piliers de la Trilatérale, en compagnie de Jimmy Carter, le président américain soutenu par la commission.

Les trois présidents ne sont pas les seuls membres de cette auguste assemblée à être mondialement connus. Citons, pêle-mêle, Henry Kissinger, Donald Kendall,

président de Pepsi-Cola, Lane Kirkland, président de la confédération AFL-CIO, Takéo Fukuda, ancien Premier ministre japonais, Akio Morita, président de Sony, Giovanni Agnelli, président de Fiat, Heinz-Oskar Vetter, ancien président des syndicats allemands, Edmond de Rothschild, Michel David-Weil, PDG de Lazard-Partneur, Alain Gomez, PDG de Thomson, Jean Deflassieux, président du Crédit lyonnais et conseiller bancaire du Parti socialiste, et Raymond Barre...

Une « élite transnationale »

A l'origine de la commission, la rencontre entre deux hommes. L'un avait des idées, l'autre avait les moyens pour les financer. Le premier est un aristocrate polonais, devenu américain, politologue éminent de Harvard, Zbigniew Brzezinski. Il publia, en 1970, un ouvrage intitulé *Entre deux âges. Rôle de l'Amérique à l'ère électronique*. « Il pensait, et écrivait, que la souveraineté des Etats dépend de plus en plus du pouvoir des transnationales,

des banques, des organisations internationales. Elles jouent un rôle de plus en plus grand dans l'élaboration des politiques "globales", grâce à la conscience qu'acquiert de la problématique d'ensemble ceux qui forment désormais "l'élite transnationale"². » Bref, l'avenir du monde appartient aux multinationales qui sont les seules capables de gérer intelligemment les affaires de la planète.

Selon Brzezinski, la première étape vers une vaste communauté des nations, au profit des hommes des multinationales, serait l'établissement de liens entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon.

Ces idées, novatrices à l'époque, rencontrèrent un écho auprès d'un puissant de ce monde, David Rockefeller. Celui-ci, président de la Chase Manhattan Bank (troisième banque mondiale) en 1970, gère aujourd'hui les intérêts de la famille. Parmi les sociétés contrôlées, à des degrés divers, par celle-ci, on retrouve Exxon, classée première dans la liste mondiale établie par le journal *Fortune*, en 1984, Mobil Oil (classée cinquième), Standard Oil of California, etc. En un mot, l'une des cinq familles les plus puissantes de l'oligarchie financière qui domine la vie industrielle et économique aux Etats-Unis et dans le monde³. Les relations de David Rockefeller avec les grands de ce monde firent le reste.

Démocratie à limiter

La Commission trilatérale fut révélée au public européen en 1975 par un rapport qui fit grand bruit. Celui-ci, « *The Crisis of Democracy* », préfacé par Brzezinski, prônait ouvertement une sérieuse limitation de la démocratie aux Etats-Unis. On y lisait : « Le fonctionnement efficace d'un

système politique démocratique requiert une certaine quantité d'apathie et de non-engagement de la part de certains individus et de certains groupes⁴. » L'auteur poursuivait : « Il y a aussi des limites désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique. La démocratie vivra plus longtemps si elle a une existence plus équilibrée. » Finalement, ce rapport fut peu diffusé, devant la levée de boucliers qu'il provoqua. Ainsi, il ne fut pas traduit en français... La Trilatérale fit savoir qu'elle n'y était pas favorable.

Formidable pression

La Commission trilatérale connut son apogée sous la présidence de Carter. Celui-ci fut mis en selle par les deux principaux dirigeants de la commission, Rockefeller et Brzezinski. Sa campagne électorale fut financée par les hommes de la Trilatérale comme John Paul Austin, directeur de Coca-Cola, ou William T. Coleman de Pepsi-Cola. A sa suite, vingt-cinq trilateralistes firent leur entrée à la Maison-Blanche, dont Brzezinski lui-même qui devint conseiller pour la sécurité. C'est aussi à cette époque que les idées trilateralistes connurent le plus grand succès.

Dans un bref bilan paru en 1984, la commission commenta ainsi son action : « Parmi les propositions d'action inscrites en conclusion des rapports et qui ont été suivies d'effets au niveau officiel, on peut noter : l'idée des sommets occidentaux trilateralistes (sommet économique des Sept) ; la stabilisation des revenus des pays en développement, producteurs de pétrole et de matières premières ; le recyclage direct ou indirect des pétrodollars et, plus généralement, l'accent mis sur l'exclusion de la confrontation dans les rapports avec les pays de l'OPEP (...) »⁵.

Est-ce à dire que la Trilatérale est composée, en 1986, de papys, qui essaient de faire de l'influence ? D'abord, les hommes qui la composent n'ont pas perdu un pouce de leur pouvoir. Et les idées qu'ils continuent de communiquer aux gouvernants constituent encore une formidable pression. Ainsi, le sommet des Sept de juin 1984, à Londres, avait été précédé de recommandations — comme la Trilatérale en a pris l'usage avant chaque sommet — dont l'essentiel fut publié dans la presse nord-américaine. Par exemple, la première s'adressait aux Etats-Unis qui « doivent prendre d'urgence des mesures pour réduire leur déficit budgétaire ». Comme par hasard, cette mesure figurait au protocole signé à l'issue du sommet. Depuis, l'administration Reagan s'est effectivement lancée dans cette direction. Du moins, elle a pris les dispositions nécessaires pour que le déficit ne s'aggrave pas.

La Commission trilatérale n'a aucune amitié pour l'actuel président des Etats-Unis. Mais il est significatif que quatre ans après avoir dénoncé la commission comme « dénigrant la souveraineté américaine » Reagan ait offert, en avril 1984, une réception spécialement pour les membres de la commission en réunion dans la capitale. Rockefeller dira de cette rencontre avec le président que ce dernier « avait assuré ses hôtes qu'il croyait en ce qu'ils faisaient et y apporterait son soutien ».

D'ailleurs, cela ne veut pas dire qu'elle n'est plus présente à Washington. Georges Bush, vice-président des Etats-Unis et Caspar Weinberger, secrétaire à la Défense, sont issus de ses rangs. D'autres membres se chargent, eux, de signaler les erreurs de l'administration Reagan. L'intérêt du capitalisme sait se diviser pour mieux régner. La Trilatérale sait aussi se diviser pour être présente dans des camps différents, quitte à mieux combattre celui qui n'a pas sa préférence.

Alain Gwenn

1. *The Trilateral Commission*. Brochure éditée par la Trilatérale en 1984.
2. *La Démocratie contrariée*, Georges-Albert Astre et Pierre Lépinasse. Editions La Découverte (page 116).
3. *L'Economie industrielle en question*, Jean-Marie Chevalier. Editions Calmann-Lévy (page 61 et suivantes).
4. « *The Crisis of Democracy* », rapport de la Commission trilatérale, 1975. Cité par Maurice Goldring dans *Démocratie, croissance zéro*, Editions sociales.
5. *Dialogue*, n° 34, 1984. Cité dans la *Démocratie contrariée*.



Ecole

Question : « Que pensez-vous du travail accompli par votre prédécesseur, M. Jean-Pierre Chevènement ? » Réponse : « Beaucoup de bien. Il a mis en place d'excellentes choses. Notamment la réhabilitation de l'école primaire. On n'avait que trop tendance à oublier qu'il fallait commencer sérieusement par apprendre à lire et à compter. Et puis, comprenez-moi, je n'arrive pas au ministère pour dire que tout ce qui était noir hier sera blanc aujourd'hui. N'attendez pas d'entrée de jeu une réforme Monory. »

C'était la première interview du nouveau ministre, le 25 mars dernier, dans Sud-Ouest. Déjà, l'UNI s'inquiète et exige le respect des engagements : « Si les intentions prêtées au ministre se confirmaient, elles constitueraient un reniement inadmissible et une faute politique grave. » A Matignon, un ancien vice-président de l'UNI, Yves Durand, est nommé conseiller à l'Education auprès de Jacques Chirac.

Michèle Alliot-Marie, proche de Durand et se sachant soutenue, profite du flou de ses attributions (secrétaire d'Etat « à l'Enseignement ») pour tenir des propos fort éloignés de la prudence de son patron. Se posant comme un « ministre-bis de l'Education », elle annonce avant lui certaines mesures comme le gel de la réforme des lycées, ou l'abrogation de la loi Savary à l'université.

Bref, il y a comme un débat dans la majorité. D'un côté, le pragmatisme moderniste d'un Monory, surtout préoccupé d'adapter les formations aux emplois ; il s'est entouré des anciens collaborateurs de Christian Beullac, dernier titulaire du poste sous Giscard. De l'autre, l'approche du RPR, qui ne conçoit pas l'Education nationale comme un ministère technique mais comme un enjeu politique, plus que symbolique.

Certes, les audaces d'Alliot-Marie lui valurent d'être remise à sa place : mais si le protocole est une chose, l'influence réelle en est une autre. Il ne fait pas de doute que la ligne la plus dure et la plus idéologique gouverne rue de Grenelle. C'est le programme Alliot-Monory qui s'applique. Mi-

Les enseignants et leurs traditions de lutte : l'ennemi jure des ultra-libéraux.

L'année de tous les dangers

chèle parle par la bouche de René, à défaut de pouvoir s'exprimer directement.

Frapper vite et fort, créer l'irréversible, donner des gages immédiats à sa base sociale : telle est la ligne de conduite qui prévaut.

Ecole privée : c'est à elle que Monory a réservé ses premières mesures.

Université : les lobbies les plus droitiers ont obtenu l'abrogation de la loi Savary.

Enseignants : ils sont destinés de toute évidence, à faire les frais de la revanche politique.

Service public : sa « déconcentration » est le premier dossier sur lequel Alliot-Marie remettra ses conclusions fin mai.

On se prend à comparer la détermination de la droite avec la valse-hésitation de la gauche en son temps. Pourtant, le milieu enseignant ne mesure pas encore les risques à venir : la gauche n'a pas fait une politique qui justifierait que la droite s'y attaque brutalement, se dit-on.

Il est urgent d'inverser le raisonnement : parce que la gauche s'est bornée à gérer, et parce qu'elle a assoupi nos résistances, la droite peut foncer.

Ne doutons pas un instant que l'année scolaire qui vient sera celle de tous les dangers.

Nicolas Jeanson

Des examens en CE2 et en CM 2 !

Question : vous avez prévu des examens, en fin de CE2 et en fin de CM2. Ce seront uniquement des contrôles ou de véritables examens ?

Michèle Alliot-Marie : « Ceux qui ne pourront pas suivre iront dans des classes d'orientation soit pour se remettre à niveau, soit pour se préparer à une entrée rapide dans la vie professionnelle. Bref, tous les enfants ne rentreront pas en sixième. » (20 sur 20, mai 1986)

Que cache la carotte ?

« Les mauvais enseignants ne sont pas très nombreux, mais ce que je souhaiterais c'est que les bons soient récompensés. Il y a d'ailleurs un statut de la fonction publique qui définit des devoirs et des sanctions. Il ne faut pas hésiter à prendre des sanctions. » Avec quelle rapidité, Alliot-Marie passe de la récompense à la sanction ! Et d'ajouter qu'il convient « de donner un véritable statut aux directeurs d'école ». (20 sur 20, mai 1986)

« Libre choix » ? Mon œil !

D'ici 1989, le gouvernement prévoit de supprimer les « secteurs » scolaires. En fait de liberté, c'est l'accroissement des inégalités qui en découle.

Un sondage du *Matin* publié le 23 avril révélait que 86 % des personnes interrogées se déclareraient favorables « à la suppression progressive de la carte scolaire, c'est-à-dire d'avoir désormais le libre choix géographique de l'école. » Le fait est d'importance puisque le gouvernement prévoit de supprimer les « secteurs scolaires » d'ici à la rentrée 1989.

Dans les années soixante, avec le boom démographique et scolaire, la V^e République a dû planifier les constructions scolaires. Chaque secteur géographique s'est donc vu attribuer un ou quelques collèges d'affectation des élèves. Or, cette règle de « sectorisation » est aujourd'hui remise en cause, tant par des pratiques de dérogation plus ou moins cachées que par une idéologie élitiste.

Une expérience a pourtant été conduite dans cinq zones géographiques, où fut donnée aux parents la possibilité de demander, à l'entrée de leur enfant en sixième, un autre collège que celui de leur secteur.

Deux sociologues, Robert Ballion et Irène Théry, en ont tiré les leçons, dans un rapport remis à Chevènement, mais fort peu diffusé. Dommage, car il est vérifié que, dans les conditions actuelles, le « libre choix » des

familles reproduit la hiérarchie des « bons » et « mauvais » collèges et accentue les inégalités.

Environ 10 % des familles ont demandé à bénéficier d'une dérogation. Ce qui fait dire à Ballion et Théry, à propos des sondages : « La question qui devrait être posée et qui ne l'est jamais est : "Souhaiteriez-vous que votre enfant fréquente un autre établissement scolaire que celui où il a été affecté ?" Il est vraisemblable que nous aurions alors un taux de réponse positive non plus de 90 % mais de 10 à 20 %, dans la mesure où, tous les sondages le confirment, si les Français sont critiques à l'égard de leur système éducatif en général, 80 % à 85 % d'entre eux s'estiment satisfaits de l'école dont ils ont une expérience directe, celle que fréquentent leurs enfants. »

Le rapport classe les établissements en trois groupes.

Les collèges « très demandés » cumulent tous les attributs : ce sont d'anciens « petits lycées », ils sont situés au centre ville, ils n'ont pas de classe de relégation (SES, CPPN, CPA), ils comptent un nombre important d'options (notamment pour les langues), ils ont un haut « rendement » scolaire, la proportion d'enfants de cadres supérieurs y est particulièrement élevée, etc.

Le deuxième groupe est celui des collèges, où les demandes

d'entrée et les refus d'y entrer s'équilibrent. Ce sont les collèges « moyens » à tous points de vue : composition sociale, dimension, rendement scolaire.

Enfin, il y a 20 % à 25 % de collèges « refusés » ou « très refusés », pour lesquels convergent tous les facteurs discriminants : grands collèges, forte proportion d'enfants d'ouvriers, taux élevé d'enfants immigrés, retard scolaire à l'entrée en sixième, peu d'options, classes de relégation.

Telle est « l'offre » du système éducatif. Et la « demande » ne s'y trompe pas... Quand les parents se font consommateurs d'école, ils savent reconnaître la qualité de la « marchandise ». Pas toujours pour réclamer la « meilleure qualité ». Les familles populaires ne visent pas le plus haut niveau. C'est ainsi que 17 % des demandes de dérogation s'adressent à la dernière catégorie des collèges globalement rejetés.

Mais dans l'ensemble, notent les rapporteurs, « ce sont les traits les plus visibles de l'image de l'établissement qui semblent orienter les choix ». Anecdotiquement, on relève à Dijon qu'un collège a conservé sur son fronton la plaque de l'ancien

lycée de filles dont il a pris la suite : c'est un « plus » que de céder à un lycée...

Ainsi 48 % des demandeurs se tournent vers les collèges du haut de l'échelle, avec une claire conscience de leur « supériorité », et les derniers 35 % qui portent leurs demandes sur les collèges « moyens » font surtout un choix de commodité géographique.

Le bilan social de l'expérience révèle que, par la transparence qu'elle a introduite dans les dérogations à la carte scolaire, elle a « démocratisé » cette pratique, mais que sous l'angle « des avantages obtenus par les individus selon la catégorie sociale à laquelle ils se rattachent, il ne fait aucun doute que la procédure d'assouplissement a pour effet de renforcer l'inégalité sociale devant l'enseignement ». Et encore : « Les mouvements de changement d'affectation œuvrent donc dans le sens d'une accentuation de la bipolarisation des collèges, en redoublant par l'effet des conduites des familles, les inégalités entre établissements qui tiennent à leur position dans l'espace social et à leur ancien statut. »

Mais pourquoi diable le rapport Ballion-Théry n'est-il pas mieux connu ?

Haro sur les enseignants

Pour la droite, la revanche c'est d'abord une grande offensive contre un milieu détesté : celui des enseignants et de leurs syndicats.

Le récent congrès de la fédération Schléret de parents d'élèves a donné le ton de la revanche. C'est avec une certaine jubilation et la certitude d'être compris ailleurs que les délégués ont entendu leur président accuser les syndicats enseignants de « confisquer l'école à leur profit » et de « s'ériger en monopole dans le champ scolaire ». Et d'ajouter : « Faire et défaire les ministres, faciliter le bon déroulement d'une rentrée scolaire moyennant quelques solides dessous-de-table, casser une rentrée quand le profil politique du ministre de l'Éducation nationale ne lui plaît pas, voilà le pouvoir que s'arroge une organisation qui, par ses multiples ramifications, tente de mettre le pays tout entier sous influence. »

Et voilà ressorti le spectre de la pieuvre syndicale. En tout apolitisme, les responsables de la PEEP n'ont pas attendu longtemps après le 16 mars pour signifier clairement au nouveau ministre qu'il peut cogner sur la forteresse enseignante avec l'appui de cette organisation de parents. C'est que, dans la majorité, on sait le moment propice pour une revanche fort attendue.

Retour en arrière : il y a trois ans presque jour pour jour, en mai 1983, le Club de l'horloge tenait colloque. Serge Bolloch, du *Monde*, en rendait compte ainsi : « Comment contourner la puissance que représentent, selon de nombreux orateurs du Club de l'horloge, les enseignants ? M. François Collet, sénateur RPR de Paris, a suggéré de profiter de

l'"électrochoc brutal" provoqué par l'arrivée de l'opposition au gouvernement pour "en demander plus aux enseignants". "Mais, a poursuivi le sénateur, il faut préparer dans le secret des mesures radicales pour pouvoir surprendre l'adversaire." »

Le sénateur Collet était excessif. Mais seulement excessif. Il démontrait que la figure de l'enseignant a cristallisé le désir de revanche politique dans certaines couches sociales.

Car l'enseignant, c'est l'archétype de l'électorat de gauche. C'est celui qui prépare la jeunesse, depuis des générations, à basculer du mauvais côté. C'est celui aussi qui a le temps de militer, d'animer parti, syndicat et association, et d'implanter la

gauche sur le terrain. C'est la base de la « république des professeurs » qui a pris le pouvoir en mai 1981.

Et, à un niveau plus enfoui, et moins avouable, l'enseignant, c'est le planqué : le fonctionnaire d'abord. Mais, privilégié parmi les privilégiés, il a des vacances et un salaire non dérisoire. Protégé par son statut, il l'est aussi par les services dont son milieu a su l'entourer. Un populisme bon teint trouve dans la position sociale des enseignants des points d'accroche. Là, dans les tréfonds de la division sociale avivée par la crise, l'enseignant reçoit, en retour, l'image d'une discrimination.

Voilà le terreau social sur lequel le ministère peut greffer une

offensive dans le milieu. Pourquoi s'en priverait-il quand la conjoncture s'y prête ? Surtout, comment le statut des enseignants pourrait-il être épargné par la gestion concurrentielle du service public ?

Trois initiatives doivent déjà alerter l'attention.

Chirac : dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée, il n'eut vraiment que des généralités pour l'enseignement pré-bac. Sauf une phrase à propos des enseignants : « *Des dispositions de caractère incitatif doivent permettre de mieux tenir compte du mérite individuel.* » En d'autres termes, une saine émulation serait introduite entre les enseignants. Sans aller jusqu'à les rémunérer en fonction des résultats obtenus par leurs élèves, il suffira que le chef d'établissement, appelé à classer les enseignants, gagne sur eux en autorité et puisse jouer ainsi de leur concurrence.

Déconcentration : précisément, le renforcement des pouvoirs aux échelons intermédiaires de l'administration est la priorité assignée à Alliot-Marie. De longue date, la droite cherche les voies et les moyens de créer dans les écoles primaires un grade de directeur qui le distingue hiérarchiquement des autres institutions. Dans les collèges et lycées, les chefs d'établissement sont appelés à négocier avec les élus locaux dans le cadre des instances décentralisées. Ils sont invités à doter leur établissement d'un projet particulier. Ils se verraient donc investis de pouvoir dans la nomination des enseignants : droit de veto, et à l'inverse, droit de recrutement direct.

Certifiés : nul n'ignore plus que Monory a décidé de remplacer les PEGC, profs de collège recrutés deux ans après le bac, par des certifiés sélectionnés après quatre années de fac. La polémique pédagogique va bon

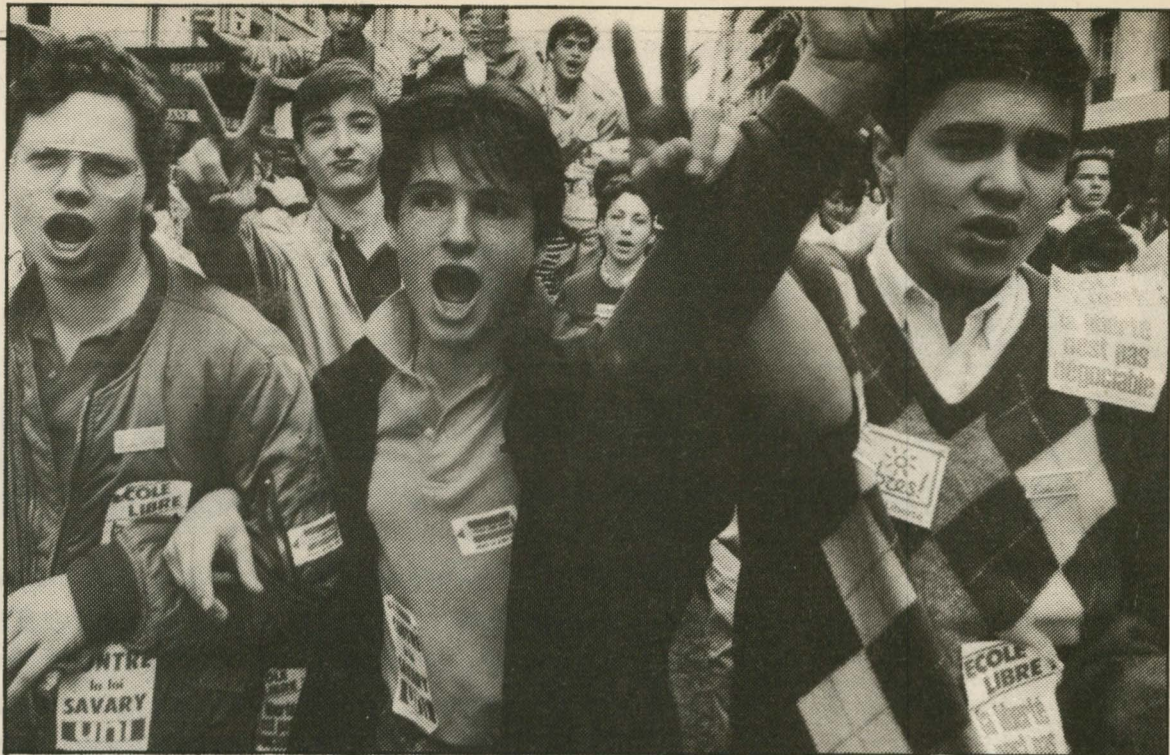
train. En attendant, rien ne dit que Monory ne va pas fourguer aux certifiés des collèges le statut, moins favorable, des actuels PEGC. En attendant, il vient de réaliser une belle opération politique en direction de la FEN : la forteresse n'a pas manqué de se scinder entre le SNES, dirigé par UA et syndiquant les certifiés d'un côté, et le SNI dirigé par UID et accueillant les PEGC, de l'autre. Quand les divisions d'orientation recourent des différences catégorielles, un ministre gagne à tous les coups, Monory s'en est souvenu. Et cela aussi témoigne de ses préoccupations.

Les enseignants peuvent donc craindre d'être une cible du nouveau régime, non seulement parce que celui-ci a besoin de satisfaire les appétits de sa base sociale, mais aussi pour adapter le statut de la profession à la « privatisation » de l'école elle-même.

A un projet de société ultralibérale, doit correspondre une école concurrentielle, dotée de vrais « patrons » d'établissements, et d'une gestion quasi-privée de ses personnels.

A une politique de dislocation des anciennes structures sociales, est associée l'introduction de différenciations sociales dans le milieu enseignant, pour y dégager une élite reconnaissante et y organiser une base sociale.

La droite a peu de temps pour agir. Elle le sait. C'est maintenant qu'elle va tenter de saisir sa chance. Profitera-t-elle de l'anesthésie du corps enseignant, endormi par les berceuses du réalisme de la gauche au pouvoir ? On aurait bien tort de parier sur une « provocation » de la droite pour réveiller le milieu. Car il ne suffira pas de « réagir » à des mesures brutales. Il faudra, pour les bloquer, une obstination et une détermination qui ne s'improvisent pas.



Les thèses de l'UNI, groupuscule d'extrême droite, inspirent largement l'action du ministère.

Universités, l'heure des jeunes nostalgiques

Sélectionner les espèces pour sauver l'élite. Inspiré des thèses du « Figaro-Magazine », tel est le programme de ceux qui nous gouvernent pour l'université.

Il y a seulement quelques semaines, quel étudiant, quel assistant connaissait le GERUF ? Désormais, il n'est plus possible de l'ignorer : ce Groupe d'étude pour la rénovation de l'université française a rédigé avant le 16 mars un projet de loi pour l'enseignement supérieur qui a été déposé depuis lors sur le bureau de l'Assemblée par une liste impressionnante de députés de droite, dont Raymond Barre et Giscard d'Estaing. Et dans ce club très fermé d'une vingtaine d'universitaires, on retrouve, déjà, Michèle Alliot-Marie et Yves Durand. Le fond de leur pensée ne se livre qu'à ceux qui acceptent de descendre assez

bas. C'est un concentré de l'idéologie distillée à la petite semaine par le Figaro-magazine.

Le point de départ est simple : l'université française va tellement mal qu'aucun pouvoir central n'a plus les moyens de la soigner. « *Le potentiel intellectuel et humain est trop inégal, et dans certains cas trop médiocre, pour qu'on puisse envisager un salut collectif et général.* » Seule la sélection naturelle peut faire le tri : « *Il n'existe qu'une seule solution, c'est que chacun exploite pleinement ses possibilités et que l'arbitrage soit assuré par les résultats.* » D'où l'urgence nécessaire d'une véritable autonomie des universités.

Cette autonomie doit être financière et pédagogique.

Les facs devront « développer dans de fortes proportions leurs ressources propres, que celles-ci proviennent de contrats passés avec le monde économique, de fondations ou des droits d'inscription des étudiants, qui pourront être fixés librement ». Sur le plan pédagogique, « il convient de tendre à la généralisation des diplômes propres à chaque établissement ».

Et conséquemment, celui-ci « pourra recruter librement les personnels de son choix ». Et Chirac, qui vient de nommer à un secrétariat d'Etat et à son cabinet deux membres du GERUF, précisait devant l'Assemblée : « *Le principe d'autonomie doit être définitivement concrétisé tant à l'entrée — au moment de la sélection des étudiants — qu'à la sortie au moment de la délivrance des diplômes.* »

Un tel dispositif est aussi efficace que la loi de la jungle : il ne laisse aucune chance aux plus

démunis, étudiants ou établissements ! Ainsi sera assurée l'élimination des « médiocres », par les mécanismes du marché.

Raisonnons naïvement... Pourquoi une fac pourrait-elle faire payer des droits d'inscription élevés aux étudiants ? Comment pourrait-elle obtenir une participation financière juste des entreprises ? Réponse : en fonction de ses résultats à la « sortie », c'est-à-dire du prix de ses diplômes sur le marché du travail. Et quel est le plus sûr moyen d'obtenir de bons résultats à la sortie ? Réponse : c'est d'accueillir de bons étudiants à l'entrée. Cela tombe bien : à compte un certain nombre parmi les couches sociales les plus favorisées. L'harmonie du monde est une fois de plus vérifiée... Par conséquent, l'inscription en fac se fera sur la base d'une double sélection, financière et scolaire : la hiérarchie des facs s'ordonnera sur une échelle qui comblera montant des droits d'inscription et niveau scolaire.

De toute évidence, les membres du GERUF souhaitent réduire le nombre des étudiants pour « relever le niveau », fidèles en cela à l'idée libérale selon laquelle tout ce qui est bon est rare et que tout ce qui est abondant ne vaut rien ! Ce sont d'ailleurs les mêmes qui préconisent la multiplication des examens de passage à tous les niveaux de la scolarité obligatoire.

Le malthusianisme pour restaurer la qualité ou plus trivialement la sélection des espèces pour sauver l'élite : tel est le programme moderne des jeunes nostalgiques du GERUF. Ce sont les hommes et les femmes qui nous gouvernent.

« C'est moi le ministre »

Ce dossier était rédigé quand parvint le numéro de mai du magazine 20 sur 20. L'interview que lui a accordée Michèle Alliot-Marie est une petite « bombe ». En voici des extraits. Ses rapports avec René Monory : « *Je m'occupe des maternelles, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, collèges et lycées. Grosso modo, cela recouvre le domaine de l'ancien ministère de l'Education nationale.* »

« *Je ne vois pas très bien ce qui lui reste [à Monory, NDLR] en prise directe à part un rôle de supervision, mais tous les textes seront cosignés.* »

« *M. Monory est très sensibilisé aux problèmes de construction. Mes centres d'intérêt sont ailleurs : ce qui me préoccupe, c'est tout ce qui tourne autour de la qualité de l'enseignement.* »



Leur rêve : une école à l'américaine.

UNE VOIX POUR UN PEUPLE

La chanteuse haïtienne Toto Bissainthe vient de faire une tournée en France. La presse en a très peu parlé, alors que Haïti et Duvalier faisaient la une des journaux. Nous, nous avons voulu la rencontrer et échanger quelques propos avec elle.



« J'ai confiance, au-delà de toute espérance. »

RASSEMBLEMENT

(Par T. Bissainthe - Folk. arr. Marie-Claude Benoit)

Je vais faire un rassemblement
Et je saurais ainsi ce qui est arrivé à mon pays
(An ye Roy)... (bis)
(A dye), mon frère,
Ils nous ont roués de misère, comment sortir de ce labyrinthe (An ye Roy)
Dans cette marche dans la nuit je les ai vus
Dans cette marche dans la nuit j'ai rêvé d'eux
Dans cette marche dans la nuit les vieux nègres marrons m'ont appelée.
Ils m'ont dit
Ne pleure pas ti-maman, ne pleure pas
Rappelle-toi de ce qu'a été la terre d'Haïti
Rappelle-toi Haïti fut Maman Liberté
Si elle est tombée elle se redressera.

□ Nous terminions, il y a deux ans, un article qui vous était consacré en citant les deux derniers vers d'une de vos chansons, Rassemblement : "Rappelle-toi Haïti fut Maman Liberté. Si elle est tombée elle se redressera." Aujourd'hui, c'est fait ?

Toto Bissainthe. — Je suis encore sous le coup ; ce qui s'est passé est important, irréversible, mais encore très fragile. Il s'agit pour nous d'être vigilants. D'ailleurs, le peuple reste en éveil, il descend dans la rue tout le temps... La question est toujours posée. Il faut trouver une forme crédible pour concilier tout ce mouvement. En décembre 1985, après une tournée au Canada et aux USA, j'ai chanté à Haïti. Ce qui s'est passé, c'est trop ! Je ne peux pas en parler ; depuis que je suis comédienne, j'ai toujours connu Duvalier.

□ Vous avez été surprise ?

T. B. — Non, je savais. Mais quand ça arrive, on est surpris et sans armes.

□ Alors, c'était prévu ?

T. B. — Bien sûr. Il y avait un tel marasme à tous les niveaux que ça ne pouvait plus durer. Pour le peuple haïtien, c'est la joie, le débordement. Et quelle conscience ! Pas besoin de sang. Il reste en éveil. *Rete sous pinga* [dit-elle en créole].

□ A votre avis, comment cela va-t-il évoluer ? Il y a encore des « macoutes » dans ce gouvernement.

T. B. — C'est un gouvernement provisoire dans lequel il y a des représentants de l'ancien régime fasciste... Pour « déchouker » tout ce

qui s'est passé, ça va être difficile, mais j'ai confiance en l'avenir. Ça ne peut être que nouveau. Il y a un tel bouleversement, mental, social, complet, qu'on ne peut pas revenir à l'ancien. Ça va continuer et je vais revivre là-bas !

□ La musique a-t-elle joué un rôle dans ce bouleversement ?

T. B. — Oui, ça se sentait, même dans les textes des orchestres de danse. On « marronnait » dans le langage. Il y a toujours un fond de marronnage, dans la littérature, dans le langage, dans tout ce qui est expression artistique. On est là, on ressort ailleurs avec un autre visage ; ce n'est jamais un langage noir ou blanc, c'est balancé. Moi, je n'ai jamais parlé du gouvernement, comprenez qui pourra, et on m'a laissé chanter. Enfin pas tout, pas *Deuil* mais *Rassemblement* une fois.

□ Dans votre prochain spectacle, les derniers événements vont transparaître ?

T. B. — Non. On peut en parler, on peut informer, mais il est trop tôt pour le faire sur le plan artistique. Il faudra du temps. Nous, artistes haïtiens, il nous faut commencer à penser, à créer à partir de ce qui s'est passé pour construire un projet poétique en Haïti.

□ Beaucoup d'artistes étaient restés à Haïti ou y sont retournés ?

T. B. — Il y en a à Cuba, aux Etats-Unis. Moi, j'ai envie de travailler avec des acteurs, des poètes, des dramaturges, avec Syto Cavé qui était à New-York et qui est rentré à Haïti il y a deux ans. Il travaille à partir de la culture haïtienne, avec un langage très fort, en créole et en français (90 % des Haïtiens ne parlent que le créole) et il a écrit des pièces en français. Mais la gestuelle et la musique sont très importantes, les paroles se transforment sans arrêt en chant. C'est très beau et très fin. Sous l'ancien régime, il a dit des tas de choses à sa façon et ça passait. Le gouvernement de l'époque, c'était la bêtise : il ne contrôlait plus qu'avec son fric. Il faisait peur, interdisait une semaine, mais ça passait quand même. Il y avait aussi Frank Etienne, un grand poète haïtien.

Oui, la culture a joué un rôle, mais il était tellement clair, tellement évident qu'il allait se passer quelque chose !

J'espère participer à ce mouvement, mais l'essentiel pour moi — et je pense que ce doit être vrai pour tous ceux qui font un travail artistique —, c'est d'être là pour voir et dire. Nous ne sommes pas dans un projet de prise du pouvoir ; le peuple prend son pouvoir et nous faisons partie du peuple. En tant que créateur, nous devons toujours rester clair, ne pas avoir pieds et poings liés, rester en permanence libre par rapport à tout pouvoir. Nous devons essayer de créer un espace où l'être humain puisse respirer, développer sa force, son intelligence, son cœur, toutes ses capacités.

□ Et vous allez maintenant vivre en liberté à Haïti ?

T. B. — Je n'étais pas vraiment sous surveillance. Le pouvoir voulait montrer qu'il était libéral en me laissant tranquille. En fait, c'était parce que j'étais moins vulnérable que d'autres. Ce que l'on sent aujourd'hui à Haïti, c'est que nous sommes seuls. Bien

DEUIL

(Par T. Bissainthe - Folk. arr. Beb Guérin)

Deuil, je crie le deuil d'Haïti
Deuil, je chante le deuil d'Haïti
Haïti chérie, voici que tes enfants sont morts
Et que les autres sont nus
Qui va porter le deuil pour toi
Aytitoma, ton sang est en diaspora.
Le pays se meurt
Qui portera le deuil Haïti rendue aveugle
Haïti détournée
Haïti zombifiée
Qui portera ce deuil Haïti je t'appelle
je t'appelle
Je t'appelle que tu m'appelles
Que tu appelles et réunisse ton sang pour le grand Koumbite*...

*Rassemblement de paysans pour célébrer la fin d'un travail collectif.

sûr, on comprend le consensus international, mais notre travail, nous serons seuls à le faire ; personne ne nous aidera. C'est à nous de formuler les aides bien spécifiques que nous voulons et il nous faut pour cela toute notre réflexion. Mais j'ai confiance, au-delà de toute espérance. J'ai toujours eu foi dans mon pays. Haïti peut donner des choses très belles à la vie et à l'histoire.

Propos recueillis par Alexis Violet

DU « PERRQUET DE FLAUBERT » AUX CYPRES D'ITALIE

L'humour éblouissant d'un Anglais qui nous entraîne dans l'univers de Flaubert, la curieuse vie de mademoiselle de Scudéry, écrivain célèbre du XVII^e siècle et le récit simple, léger, absolument parfait d'une amitié pour un homme fou de l'Italie jusqu'à l'obsession... Voilà trois livres très différents les uns des autres, tous excellents, venant juste de paraître et que nous ne saurions assez vous recommander !

Attention ! Il s'agit d'une petite merveille ! *Le Perroquet de Flaubert* (Stock, 79 francs), c'est l'histoire de Geoffrey Baithwaite, un médecin anglais qui vient en France visiter le musée Flaubert à Rouen. Et qu'y découvre-t-il ? Le perroquet empaillé de l'écrivain. Celui qui servit de modèle pour le perroquet d'*Un cœur simple*, celui qu'il avait sous les yeux dans son bureau en écrivant ce petit chef-d'œuvre (à relire d'urgence en poche). Or, patatras, quelques jours plus tard, voilà que Geoffrey tombe en Normandie dans un autre musée sur un deuxième perroquet empaillé, qui lui est présenté à nouveau comme étant le seul, l'unique, l'authentique perroquet empaillé de Flaubert ! Ces perroquets multipliés font chavirer Geoffrey. Les doutes l'assaillent et il commence à se poser mille questions. Où est la vérité des perroquets ? Est-ce important ? Qu'est-ce qui compte, le texte ou la réalité ? Et donc

le livre commence comme ça, comme la parodie d'un roman policier à l'énigme surréaliste et ça continue en entremêlant toutes sortes de thèmes ; tout ça avec un humour, une légèreté, un talent époustouflant (rappelant curieusement le merveilleux écrivain contemporain sud-américain Bryce Echenique). On suit Flaubert dans son voyage en Egypte et Geoffrey dans son voyage en France. L'un découvre les pyramides, l'autre les bouchers français, le comportement des enfants français au restaurant, les pharmacies françaises (ne pas oublier que le mari de Madame Bovary était pharmacien !). C'est drôle, c'est bien observé et c'est un tour de force. Car sans jamais quitter son sujet principal, qui reste Flaubert, Barnes introduit dans son livre une quantité astronomique de parenthèses, de petites anecdotes, de digressions qui en font tout le charme. Bref, c'est formidable !

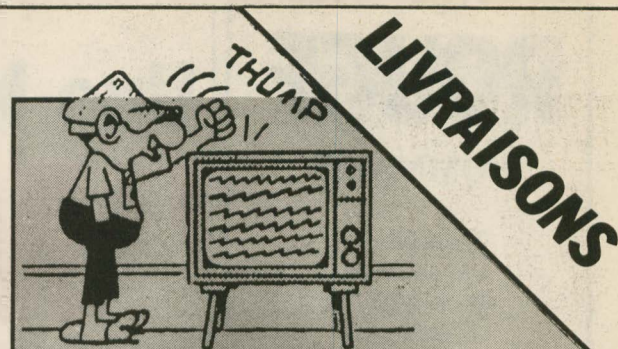
Aussi, autant ne pas vous le cacher : *Mademoiselle de Scudéry ou le voyage au pays tendre*, de Nicole Aronson (Fayard, 98 francs) n'a pas la même dose d'humour, loin s'en faut. Et pourtant, ce serait dommage de passer à côté d'un livre aussi bien écrit, aussi fouillé, aussi documenté et jamais ennuyeux. Consacré à celle qu'on croit injustement la plus célèbre des « précieuses ridicules » (chères à Molière qui fit une

pièce pour les fustiger), c'est un bouquin réellement intéressant, l'itinéraire part d'une femme qui fut célèbre oui, précieuse peut-être, ridicule certainement pas ! Refusant le mariage à une époque où ce n'était guère courant, c'est une des toutes premières romancières françaises, une mondaine, mais aussi une femme attachante qui goûtait la solitude et qui essaya désespérément de concilier précisément l'inconciliable.

Et pour finir, *Il me semble que Roger désormais est en Italie*, de Frédéric Vitoux (Actes Sud, 46 francs) : un texte très court, plein de saveur, sur l'amitié que porte le narrateur à un type un peu solitaire, ancien critique de cinéma, ordonné et discret, qui a voué une passion folle, totale et exclusive à l'Italie qu'il sillonne de fond en comble, infatigablement pendant toutes ses vacances et tous ses week-ends. Une obsession qu'on comprend. Une naïveté qui nous émeut.

La simplicité, la douceur d'un récit très quotidien (le foot, la musique, les diners entre copains y sont présents) qui met en relief la cruauté de l'existence humaine, qui nous donne des merveilles, les villages, les places, les fontaines, les cyprès, le soleil d'Italie et nous les retire évidemment, en nous faisant tous un jour ou l'autre mourir, la vache !

Sophie Goukett



☆ **Dimanche 20 h 35 (TF1)** *les Mines du roi Salomon*, de C. Bennett et A. Marton avec S. Granger et D. Kerr. On a pu voir récemment en salle une nouvelle version de ce classique de la littérature d'aventures, écrit au début du siècle par H. Ridder-Haggard, qui puait le frelaté. La version qu'en tirèrent en 1951 Bennett et Marton (le plus grand spécialiste hollywoodien des scènes d'action, on lui doit entre autres celles de *la Charge victorieuse*, des *Cinquante-cinq jours de Pékin*, du *Jour le plus long* ou la course de chars de *Ben Hur* (...)) est bien plus fidèle au roman que le fatras toc du tandem Golan-Globus. La magie et les mystères de l'Afrique de 1897, dans une vision qui inspira Spielberg pour ses *Aventuriers de l'arche perdue*...

22 h 30 (FR 3) En hommage à Otto Preminger qui vient de disparaître et dans le cadre du superbe cycle que Patrick Brion consacre au film noir depuis plus de deux mois, voici un rendez-vous à ne pas manquer : *Un si doux visage*, que Preminger réalisa en 1952 avec Jean Simmons et Robert Mitchum. Un chef-d'œuvre.

☆ **Lundi 20 h 35 (TF 1)** *Seuls sont les indomptés*, de D. Miller avec K. Douglas, bénéficie d'un scénario « en béton » que Dalton Trumbo (l'un des « Dix d'Hollywood » emprisonnés par MacCarthy) tira d'E. Abbey. A cause de K. Douglas, on ne peut s'empêcher de penser à *l'Homme qui n'a pas d'étoile*, de K. Vidor. Ici aussi, la soif de liberté d'un cow-boy moderne va se heurter à la violence institutionnelle de la société.

☆ **Mardi 20 h 40 (A 2)** *l'Arnaque*, de G. Roy Hill avec P. Newman et R. Redford. Après le succès de *Butch Cassidy et le Kid*, Hill remit ça, sur un scénario cousu main de David Ward. On est loin du charme du précédent film, mais on ne s'ennuie pas une seconde à ce divertissement policier qui reçut une flopée d'oscars à sa sortie en 1973...

☆ **Jeudi 20 h 35 (FR 3)** Seconde et dernière partie de *Music Hall* de M. Bluwal avec S. Signoret et D. Olsbrychski.

☆ **Vendredi 23 h 00 (A2)** *le Lutteur et le clown* de B. Barnet et K. Youdin. Ce « cycle » (sic) de trois films censés nous présenter divers aspects du cinéma soviétique est un pur scandale et C.-J. Philippe un fumiste et un clown (à défaut de lutteur...). Il dort dans les tiroirs de la Mosfilms et des autres studios soviétiques des tas de films récents plus passionnants et curieux les uns que les autres, que le distributeur Cosmos essaie avec persévérance et assiduité de présenter au public français (cf. *Vingt jours sans guerre* d'Alexei Guerman par exemple...) C.-J. Philippe est-il persuadé que le cinéma soviétique s'est arrêté en 1956 ? ...

Michel Laszlo

LIVRES

□ **SOLANGE**, de Cinzia Ghigliano. A part *Nora*, publié en 1978 aux Editions des femmes, on connaît mal en France Cinzia Ghigliano, dessinatrice et illustratrice italienne, qui travaille pour témoigner de la place des femmes dans la société et dans l'histoire... La « petite » histoire, celle des petits événements que délaissent les médias mais qui, pour nous, participent justement de l'élaboration de l'Histoire sociale (avec des majuscules).

Solange est une femme qui campe aux carrefours de plusieurs cultures et représente en quelque sorte une figure complexe, plurielle et symbolique de la Femme.

Solange va donc s'apercevoir que dans cette petite bourgade vénézuélienne qui n'a pas encore vécu, en cet

été 1908, les retombées du boom pétrolier, la moindre affaire d'héritage est liée aux appétits des grosses compagnies étrangères qui vont se ruiner, quelques mois plus tard, sur l'or noir vénézuélien.

Le graphisme très flamboyant de Cinzia Ghigliano donne à cet album une dimension épique pas très éloignée de l'univers cinématographique d'un Ruy Guerra, par exemple.

« Solange », éditions Casterman.

CINEMA

□ **LA MACHINE A DECoudre**, de Jean-Pierre Mocky. La connerie, l'hypocrisie, la veulerie ou même la sottise ordinaire, voilà ce contre quoi Mocky, tout frémissant, filme. Ces choses-là on n'en

vient pas à bout facilement. Mocky fait donc un film tous les ans. Il y a dans *la Machine à découder* un côté débraillé qui indique que Mocky fonce droit devant sans se soucier de « bon goût ». A l'assaut des notables de province (une vieille haine), il joue lui-même le rôle d'un médecin traumatisé par la guerre qui veut faire construire un hôpital pour enfants victimes de guerre. Ce projet se heurte au je-m'enfoutisme des nantis, politicards et autres, ce qui transforme notre faux naïf en une machine à tuer. Par ailleurs, savoureuse dénonciation de la nullité des films sur les « justiciers » reagano-paranoïaques.

□ **TUNISIE, ALGERIE**. Avant la submersion par les hautes marées cannoises, deux films maghrébins nous attendent encore. *Les Balaiseurs du désert*, du Tunisien

Nacer Khemir, est une fable sur le désert et les souvenirs de la grandeur arabo-andalouse. Conte fantastique qui joue avec le temps, s'entoure de symboles hermétiques et distribue de grands moments de poésie. Il faut preuve d'un imaginaire d'autant plus précieux que la culture arabe en est riche et que nous le connaissons si peu. Dans *les Enfants du vent* (étrange comme ces deux titres semblent volontairement appariés), le fantastique social et le fantastique poétique se marient très bien. Brahim Tsaki, Algérien, réalise trois portraits d'enfants vivant aujourd'hui une amère réalité. Le film, d'une émotion intense, balance entre un pessimisme violent et une note d'espoir ténue. En ce qui concerne l'existence du cinéma maghrébin, il y a longtemps que c'est l'espoir qui l'a emporté.

TRISTES FOLIES

J'avais fait la fine bouche avec moue sceptique avant l'arrivée de *Sexy Folies* qui devait prétendument, apporter un ton nouveau sur le petit écran... las ! J'étais à des années-lumière de mes pires préventions... Après *Psy Schow* qui, mois après mois, glissait de plus en plus vers le voyeurisme insupportable, *Sexy Folies* surenchérit dans cette veine. Lourd, sans imagination ni fantaisie, d'une lubricité tristement franchouillarde, « culminant » si j'ose dire dans une fiction débile de José Varela et une séquence odieusement méprisante de Madame Soleil bis avec France Roche dans le rôle d'une Ménie Grégoire de hall de gare. Je n'aurais même pas l'outrecuidance de dire que *Sexy Folies*, par son voyeurisme complaisant, son clinquant néo-berlusconien (ah, le jeu débile animé par un Fabrice encore plus con qu'à l'habitude...) et ses faux airs de presse sexuelle façon Filipacchi est un simple ratage... L'émission confirme que le « duo » Breugnot-Bouthier, non seulement n'est pas le maître-étalon de la « modernité » à la télé (loin s'en faut d'ailleurs !) mais bien la passerelle manquante entre la partie la plus autosatisfaite du service public et les zombies de Silvio Berlusconi.

M. L.

ROUGE

SOMMAIRE

Le nucléaire, on en crève, ils en profitent
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

Système D
comme Defferre
page 6

Hold-up
sur les acquis
page 7

Complices
contre les travailleurs
Page 8

La grève
des nettoyeurs du métro
page 9

Lutte ouvrière
Contente d'elle-même ?
page 10

Les Verts français
La peur du rouge ?
page 11

Courts métrages
pages 12, 13

Mafia,
l'arbre qui cache
la forêt
pages 14, 15

Coup fourré
gouvernemental
au Brésil
page 16

« Vous devez reprendre
votre bâton de pèlerin »
Une interview exclusive
de Jean-Marie Tjibaou
page 17

L'influence
au service
des multinationales
page 18

Ecole
L'année de tous les dangers
pages 19, 20, 21

Toto Bissainthe
Une voix pour un peuple
page 22

Livraisons
page 23

☆ Hebdomadaire édité par la
société Presse-Edition-Communi-
cation SARL au capital de
70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue
de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication
et responsable de la rédaction :
Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes
groupées).

☆ Composition, impression :
Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

Une lettre de Martine Toulotte

“ Mon 1^{er} Mai à Fleury ”

La vie en prison, un 1^{er} Mai, quand on est une militante : notre camarade grenobloise nous la décrit dans sa troisième lettre.

Chers tous. C'est le 1^{er} Mai ! Je suis avec vous et je suis ici. Je n'ai pas envie d'écrire une grande lettre aujourd'hui, juste essayer de vous faire sentir le 1^{er} Mai à Fleury. Des 1^{er} Mai j'ai ai tout plein dans la tête ; un immense, fantastique et bariolé à Leningrad, un très joyeux dans les rues de Copenhague, un populaire et militant à Turin, un ordinaire sans fête, sans rien à New-York, sans parler de tous ceux de Grenoble, unitaires ou divisés. Il me manquait ceux de Fleury. Que je vous parle d'abord de nos projets grandioses !

Nous avons décidé, avec trois copines, de chanter l'Internationale en entier, pour marquer au moins le jour. Comme quoi l'ampleur des projets dépend de la situation où on se trouve. Manque de bol pour nos projets, une des copines s'est retrouvée au mitard et ça a capoté. Beau-

coup plus prosaïquement, j'ai collé sur mon mur deux affiches parues dans une revue, l'une du 1^{er} Mai 1891, l'autre du 1^{er} 1936. J'avais aussi découpé deux petits articles relatant l'origine du 1^{er} Mai et que j'ai expliqué aux filles.

Il faisait très beau. Celles qui normalement travaillent et se font trois cents francs d'argent de poche par mois à empaqueter les étiquettes de la panthère rose qui ornent les cahiers de vos chers bambins, celles-là aussi étaient au repos. Comme tous les travailleurs du monde ! Nous avons eu droit à trois heures de promenade et ça, au printemps dans une prison de femmes, c'est quelque chose. Je rêvais de pouvoir faire un film car la plus riche des descriptions ne peut rendre qu'un pâle effet de la réalité. Imaginez une grande pelouse et plein de groupes de filles qui rient, lisent, jouent aux cartes ou à saute-moutons, discutent,

chantent, dansent, oubliant pour quelques heures la prison, les instructions, les mâtresses. Les tenues sont des plus hétéroclites : les Africaines avec leur boubou éclatant de couleurs et leur coiffe ; d'autres, les Françaises, plutôt obnubilées par le bronzage, en petit slip et seins nus (forbidden !) d'autres en simple tee-shirt ; d'autres en jogging. Les Africaines se font des coiffures compliquées et infinies tout en palabrant, puis se mettent à danser lorsque je leur apprends que Fela est libéré. Les Arabes poussent des youyous tout en frappant dans leurs mains. Et moi, je me dis que le 1^{er} Mai, c'est ça la fête de tous les peuples et je n'aime mieux pas imaginer Fleury-Mérogis quand ils auront expulsé les étrangers ; ça sera d'un triste et d'un gris !

Je crois que je n'arrive pas à vous expliquer combien les filles sont jeunes, vivantes et belles. Je

A nous de jouer

Déjà trois lettres de Martine Toulotte. Trois lettres qui jalonnent une détention qui entre dans son quatrième mois. La prison, c'est déjà dur pour les quarante-cinq mille hommes et femmes qui s'y trouvent aujourd'hui, mais l'odieux se joint à l'insupportable quand la justice reste aveugle devant les évidences comme dans le cas présent.

Le courage de Martine, la détermination émanant de ses lettres sont pour nous une incitation à redoubler d'efforts pour la faire libérer. Sous l'égide du Collectif grenoblois de défense, un appel national circule depuis plusieurs jours. Sa publication marquera un nouveau stade de notre campagne. De sa cellule, Martine doit pouvoir compter sur notre engagement.

M. T.

me mets à rêver d'un monde où je serais avec les mêmes filles, mais nous ne serions pas en prison... Et puis soudain, une brève bagarre qui éclate, brutale, violente et au mitard ! Nous sommes bien en prison.

Cinq heures, on rentre en prison, pour sûr ! Je suis appelée, j'avais descendu mon poste sur l'herbe. « Mais je ne savais pas madame, ça fait deux mois que je vous réclame le règlement. » Poste confisqué, rapport, fouille intégrale, toute nue.

Voilà les contrastes du 1^{er} Mai à Fleury. Voilà comment j'étais avec vous sans être avec vous. Voilà une lettre toute ordinaire de la vie en prison.

Je vous embrasse.

Martine Toulotte

POUR MARTINE

Collectif de défense de
Martine Toulotte :

Maison des associa-
tions, 2, rue Berthe-de-
Boissieux, boîte 309,
38000 Grenoble.

Soutien financier à li-
beller à l'ordre de :

Jacques Fournier, CCP
158 973 E, Grenoble.

M^r Jeol, procureur de
la République de Paris, 4,
boulevard du Palais,
75004 Paris.

Ecrivez à Martine !

Martine Toulotte, nu-
méro d'écrou 16 891 K,
Maison d'arrêt de
Fleury-Mérogis, 91700
Sainte-Geneviève-des-
Bois.

ABONNEMENT DE SOUTIEN 3 MOIS, 200 FRANCS AVEC LA REVUE MENSUELLE CRITIQUE COMMUNISTE

Nom : Prénom :
Adresse :
Ville : Code postal :

Règlement à retourner à l'ordre de la PEC.
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

ABONNEMENT A DOMICILE

	France DOM-TOM	Etranger	Nom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F		Adresse
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F	Formule choisie
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80
Abonnements par avion : nous consulter.			